

Éditorial

L'an prochain à Jérusalem ou... à Washington ?

C'est à un bien étrange chassé-croisé politico-culturel que nous assistons depuis quelques semaines. Alors même qu'Ehoud Barak déclare qu'il envisage de « doter Israël d'une Constitution laïque »¹, le bon Juif Joe Liberman, co-listier du candidat démocrate Al Gore à la Maison-Blanche, va répétant qu'il « doit y avoir une place pour la foi dans la vie publique »².

Les propos du sénateur américain ont de quoi méduser par leur « audace » les plus conservateurs même de ses adversaires politiques et de quoi laisser rêveurs les laïques que nous sommes... « En tant que peuple, nous devons réaffirmer notre foi et renouveler notre engagement envers Dieu », affirme-t-il ; ou bien : « Nous sommes libres du choix de notre religion mais pas de ne pas en avoir » ; ou encore : « George Washington nous a avertis de ne jamais considérer que la moralité peut être entretenue sans religion ».

« Ces déclarations sont-elles vraiment conformes à nos traditions libérales ? », se demandent avec gravité les grands journaux de l'Union. « Est-ce que c'est bon pour nous ? » murmurent, plus prosaïquement, nombre de Juifs américains, certes ravis que pour la première fois l'un de leurs « coreligionnaires » soit en position de devenir vice-président de la plus grande puissance mondiale, mais sourdement inquiets de le voir ainsi se mettre en avant sur la scène médiatique. Al Gore quant à lui laisse faire et probablement encourage en sous-main, voyant sans doute dans ce prêchi-prêcha une façon audacieuse et efficace de redorer un blason encore quelque peu terni par les frasques de Bill Clinton avec la perverse (et non moins juive) Monica Lewinski... Ces sermons, à supposer qu'Al Gore soit élu, survivront-ils à la campagne ? Il est

¹ Le Monde, 22 août 2000

² Le Monde, 2 septembre 2000

(Suite page 36)

Interview

Adi Steg, Président de l'A.I.U. :

Longtemps encore persistera un Israël en Israël et un Israël hors d'Israël

Poursuivant son projet de donner la parole à des personnalités juives de stature internationale, « Diasporiques » interroge ce mois-ci le Professeur Adi Steg, membre du Conseil économique et social, ancien chef du service d'urologie de l'hôpital Cochin, ancien président du CRIF, président de l'Alliance israélite universelle, vice-président de la Mission pour l'étude des spoliations des biens juifs. Il se présente lui-même comme un « Juif traditionaliste », donc éloigné à priori des positions qui sont les nôtres, mais heureux néanmoins de percevoir certaines convergences avec nous en termes de sensibilité. Qu'il soit ici remercié de s'être exprimé dans nos colonnes sur des questions qui lui tiennent à cœur.

Diasporiques : Lorsque le Cercle Gaston-Crémieux a publié, il y a quelques années, un essai intitulé « Temps juif, lecture laïque », vous avez bien voulu nous faire savoir que cette lecture, à l'évidence non-conformiste, vous avait beaucoup intéressé. Pouvez-vous dire en quoi ?

Professeur A. STEG : Le temps juif, le temps des « Bâisseurs du temps » – selon l'expression d'Abraham Heschel – est à mes yeux un thème essentiel pour l'approche du judaïsme. Étudié par des intellectuels juifs laïques, le résultat ne pouvait être que passionnant. De fait, je n'ai pas été déçu. Tout d'abord parce que la plupart des contributeurs, tout laïques qu'ils soient, font preuve d'une bonne connaissance du judaïsme et même d'une intimité inattendue avec la Torah et le Talmud. Ensuite parce que les différents « Temps juifs » sont décrits non pas de l'extérieur, en prenant de la distance par rapport à ceux dont ils rythment la vie, mais avec une évidente compréhension à leur égard. Pour tout vous dire, cette lecture, si elle n'est pas conformiste, n'est pas fondamentalement éloignée de celle d'un Juif orthodoxe. Tout au long des pages, j'ai perçu une évidente sensibilité au vécu des Juifs religieux, un respect de leurs traditions,

(Suite page 2)

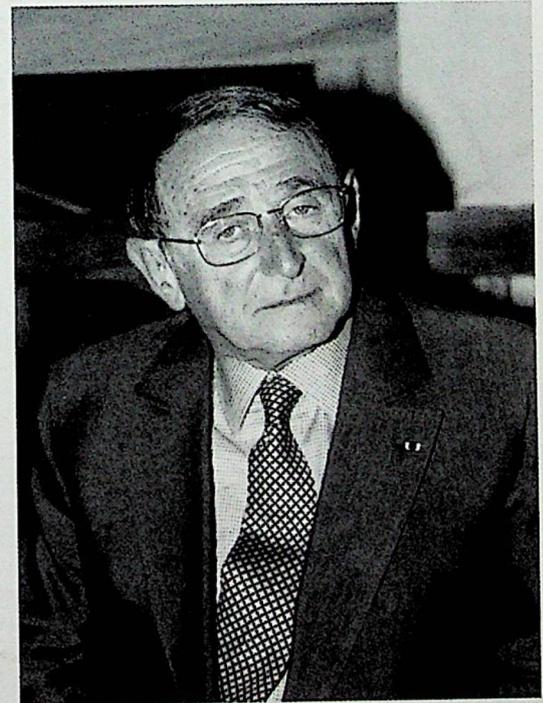


Photo A. Steg

n°15

Septembre 2000

Le sommaire est en page 36



et même de la tendresse teintée d'une certaine nostalgie.

D : Dans le dernier numéro de "Diasporiques", Ruth Dreifuss, Présidente sortante de la Confédération Helvétique, nous disait qu'à son sens "jamais le judaïsme ne s'était exprimé dans le monde avec autant de diversité qu'aujourd'hui". Partagez-vous ce sentiment et estimez-vous, le cas échéant, qu'il y ait là un fait heureux ?

A.S. : Ruth Dreifuss a mis l'accent sur une réalité qui témoigne de la richesse du judaïsme mais aussi de la difficulté à le définir. La diversité d'approche à laquelle elle se réfère ne peut s'accroître à l'infini sans faire courir le risque d'une déperdition de toute spécificité juive. Pour le Juif traditionaliste que je suis, dans tout courant de pensée juif et quel qu'en soit le support idéologique, je recherche toujours deux composantes d'un intérêt fondamental :

- la valorisation de l'étude du judaïsme dans tous ses aspects et notamment au travers des textes anciens. Il n'est, disait Manitou, qu'une seule véritable hérésie juive : c'est l'ignorance ! La diversité même suppose un choix, et pour choisir il faut connaître ;
- la valorisation de la transmission du judaïsme et donc le souci de sa pérennité en tant que porteur de valeurs. L'attachement des enfants au judaïsme consacre celui des parents, il est la promesse de celui de leur descendance.

D. : Comment voyez-vous l'évolution à long terme des relations entre la Diaspora et l'État d'Israël si les espoirs de paix – encore bien fragiles ! – au Proche-Orient se renforcent ?

A. S. : Il ne me semble pas que la relation entre la Diaspora et Israël soit en « danger de paix ». Les tensions actuelles devraient même s'atténuer. Pour les Juifs, si nombreux, qui ont toujours été indéfectiblement aux côtés d'Israël, leur attachement sera encore accru par la paix. Dans le même temps, ceux dont l'adhésion était freinée par les comportements et les violences liées au conflit n'auront plus de raison d'être réservés. On peut par contre penser que, la paix une fois réalisée, un dialogue pourra s'instaurer qui ne sera plus contraint – ni en Diaspora par la crainte de nuire à Israël par la moindre critique, ni en Israël par le reproche fait aux Juifs de la Diaspora d'être là où ils sont au lieu d'être là où ils devraient être. Ce nouvel esprit permettra alors de faire face au débat fondamental qui, sans doute, s'instaurera après la paix, sur la relation entre religieux et laïques et plus encore, sur le caractère juif de l'État d'Israël.

D. : Estimez-vous, comme certains (nous pensons, entre autres, à Bernard Wasserstein), que l'évolution démographique entraîne inéluctablement la disparition à terme de la diaspora des Juifs d'Europe ?

A.S. : Dans les premières années qui ont suivi la renaissance de l'État d'Israël, nous étions souvent interpellés (et parfois avec véhémence !) : « Pourquoi restez-vous hors d'Israël alors que dans cinquante ans il n'y aura plus de Diaspora en Europe ? » Question pertinente (à laquelle nous n'avions pas – et n'avons pas – de réponse satisfaisante), mais argument fallacieux. En 1964, Georges Friedman avait prudemment fait suivre d'un point d'interrogation le titre de son ouvrage : « Fin du peuple juif ? ». Bernard

Wasserstein n'a pas cette prudence et décrit un avenir inéluctablement désastreux. Il est vrai que les données démographiques sont préoccupantes, mais elles ne représentent qu'un élément dans l'histoire du peuple juif. Si, une fois le livre refermé et ayant en tête une affirmation comme : « la fréquentation des synagogues, la pratique de la cacherout ou du shabbat, les cérémonies comme la Bar-mitsva sont en net recul », on ouvre les yeux sur le judaïsme en France, on est au contraire frappé de son extraordinaire vitalité. Les lieux de prière se multiplient et sont pleins, les restaurants cacher ne désespèrent pas eux non plus¹, les écoles juives se développent régulièrement, les cours d'hébreu, les cours de Bible et de Talmud, les colloques, séminaires, cercles d'études sont innombrables. La Torah est aujourd'hui plus étudiée en France qu'elle ne l'a jamais été. Quant à l'activité littéraire, elle est florissante : allez dans une librairie juive, à la Hune ou à la Procure, et voyez le département *Judaïsme* !

Bien sûr le judaïsme diasporique ne sera jamais plus ce qu'il était avant la destruction du peuple juif des pays de l'Est. Mais on ne peut pas ne pas être impressionné par le regain spectaculaire et le dynamisme de la vie juive en France, grâce notamment à l'apport inestimable des Juifs d'Afrique du Nord. On est en droit de penser que longtemps encore persistera, comme ce fut le cas depuis l'Antiquité, un Israël en Israël et un Israël hors d'Israël. ■

¹ Pour la seule région parisienne, on compte quatre cent lieux de prière, cent cinq restaurants, cinquante-quatre pâtisseries et cinquante-six boucheries strictement cacheres.

Offrez un cadeau de nouvelle année à vos amis
Renouvelez votre regard sur les fêtes juives traditionnelles - Roch Hachana, Kippour...

A GUIT

en lisant
5761
Temps Juif, lecture laïque

Bonne Année

Anyada Buena

publié par le Cercle Gaston-Crémieux chez Liana Levi, 1, pl. Paul-Painlevé, 75005 Paris, 180p., 98 F.



La paix au Proche-Orient ?



Poussin israélien : dis, Colombe, c'est loin, la paix ?

Poussin palestinien : dis, Colombe, c'est loin, la paix ?

Colombe : taisez-vous et nagez ! la date-butoir amovible approche !



En juillet 2000 un Congrès mondial des Tsiganes s'est tenu à Prague pour tenter de définir la place et les droits de ce peuple dans le monde alors que le racisme se développe partout et menace les équilibres de demain. Abandonnant leur stratégie traditionnelle d'invisibilité sociale, les Tsiganes revendiquent l'égalité des droits. En particulier, une réclamation de reconnaissance de la nation tzigane a été adressée à l'ONU. Pour ne pas rester à la surface des événements, « Diasporiques » a demandé à Henriette Asséo, spécialiste de l'histoire de ce peuple, de faire l'analyse de l'actualité tzigane.

Le présent tzigane

Henriette Asséo

Les menaces qui pèsent sur l'existence pluriséculaire des Tsiganes en Europe ne viennent pas d'un archaïsme de pensée. Elles sont la première manifestation du refus viscéral d'assumer les conséquences de la libre circulation à l'intérieur d'un espace commun.

Les Tsiganes sont en effet pris sous les feux croisés d'une double perception qui n'a rien à voir avec les réalités, certes multiples mais autres, de ces populations. Ils sont perçus à la fois comme une minorité transnationale qui se jouerait à son gré des frontières et comme une population stagnante et prolifique, incapable de s'adapter à la modernité.

En réalité, les communautés familiales tziganes sont multiples et elles ont toujours cherché à garantir à travers le temps et l'espace les conditions d'un enracinement local qui ne soit pas destructeur de l'identité collective profonde. Le système tzigane est un mode d'être collectif et individuel qui permet à des familles, sans aucun appui des élites, de se constituer en culture non subalterne pour éviter le piège de la déchéance physiologique et morale qui guette toute population pauvre. La vision du monde repose sur un principe sublimé de la famille, dans l'acceptation sans misérabilisme de conditions matérielles d'existence, souvent terribles. Dans le très beau récit de sa vie, Llona Lackova, Tzigane de Slovaquie, exprime les valeurs du *romipen* : « mieux vaut, dit-elle, une âme rassasiée qu'un intestin rassasié », et elle commente ainsi l'univers de sa jeunesse : « tous les jours, j'entendais autour de moi ces paroles de sagesse qui nous soutenaient face à la misère et à la pauvreté. Elles nous enseignaient à prendre la vie telle qu'elle est, à vivre l'instant présent et à s'en réjouir ».

La chute du mur de Berlin et la sortie du communisme ont modifié profondément la vision traditionnelle des Tsiganes. Les premières manifestations contre les Tsiganes qui éclatèrent tout de suite après les changements politiques n'ont pas été prises au sérieux. On n'a voulu voir là que l'action de groupuscules de skinheads, nostalgiques d'un ordre ancien, mais la violence sociale s'est déclenchée au nom du retour à la démocratie. Dès 1991, Ilia Kunes constatait qu'au pays de la révolution de velours le racisme arrivait, et il citait cette boutade populaire qui avait cours dans Prague : « je n'aime pas les racistes, les Tsiganes et les juifs² ».

Ainsi l'évolution la plus manifeste du sort de la population tzigane dans l'Europe de la transition se traduit par la montée des actions violentes, leur aggravation et leur généralisation. Il s'agit de pousser aux dernières extrémités les familles, de façon à s'en débarrasser définitivement sans trop regarder le droit des personnes. Tous les arguments sont bons pour parvenir à ces fins, l'intimidation, le détournement des actes

de propriété, la discrimination dans l'emploi, mais aussi des meurtres, des incendies de domicile, des passages à tabac d'enfants, des viols de jeunes filles ; tout déplacement isolé est devenu pour un individu angoissant et dangereux.

L'un des cas qui avait le plus frappé les esprits était celui d'un jeune rom de 18 ans attaqué par des skinheads dans la petite ville de Slovaquie de Ziar nad Hronom. Arrosé d'un mélange d'essence et de polystyrène, il passa dix jours à l'hôpital avant de succomber le 31 juillet 1995. La participation aux funérailles des ministres de la Culture et de l'Intérieur ne pouvait empêcher d'autres actes de ce genre, puisque au même moment l'un des dirigeants du Parti National Slovaque (SNS) déclarait que ce genre d'incident était provoqué par le taux prétendu élevé de criminalité dans la population rom³.

Ces actions sont plus généralement le reflet de la levée du tabou d'une violence sociale, jugulée au temps du communisme car seuls l'État et le Parti en étaient les maîtres et l'exerçaient avec l'arbitraire que l'on sait.

La corruption du langage explique en profondeur l'immoralité sociale actuelle des pays de la



Photo Irène Elster



transition. La prétendue égalité, purement sémantique, imposée par le communisme a brouillé tous les nouveaux repères. Après une courte période d'euphorie à la Libération, le même mécanisme de faux-semblants s'est mis en place dans tous les pays de l'Est. Là encore, Llona Lackova témoigne d'un rêve trompeur : *Pour nous les Tsiganes, notre plus grand espoir c'était le parti communiste. Une sorte d'association de Robins des Bois qui prenaient aux riches pour donner aux pauvres. On se contentait souvent de simples promesses et de quelques envolées sur l'égalité*⁴.

En d'autres termes, l'assimilation ferait disparaître, selon l'expression d'un dignitaire communiste, « l'anachronisme du mode de vie primitif des Tsiganes et des mauvaises habitudes en découlant ».

Il peut paraître surprenant de commencer la présentation par la violence pour en venir à des aspects législatifs plus prometteurs. En effet, à l'exception de la Bulgarie et de la Pologne, de nombreux Etats de la transition ont reconnu l'existence des minorités nationales dans leur Constitution en leur conférant une gamme étendue de droits allant de la protection de la langue jusqu'au droit à la représentation politique

Le cas de la Hongrie paraissait plein de promesses sur le papier. On sait que les dispositions novatrices avaient pour objectif de donner le ton aux pays voisins qui avaient sur leur sol une forte minorité hongroise. La loi N° LXXVII de 1993 sur les droits des minorités nationales et ethniques reconnaissait l'existence de treize minorités « autochtones », dont les *Roms*. Ce qui était tout à fait original, c'est que la Hongrie leur reconnaissait, outre les droits individuels au développement, des droits politiques collectifs considérables, puisque la loi prescrivait au niveau local l'établissement de Conseils des minorités, aux larges compétences : ainsi, le Conseil minoritaire local pouvait créer des écoles, créer des médias, fonder des entreprises, accorder des aides, vivifier les traditions culturelles et la langue. Elle créaient aussi un Conseil minoritaire national. Mais, comme le dit Claire Auzias, « ...cependant, du droit à l'exercice du droit le pas est immense⁵ »

L'exemple d'un pogrom ordinaire en Ukraine transcarpatique, appartenant à la Hongrie, montre le fonctionnement complexe des rapports entre les communautés. En deux nuits, les 10 et 11 septembre 1995, le feu détruisit les maisons des *Roms* de Velyka Dobron, un village hongrois d'Ukraine transcarpathique. 400 à 500 personnes, hommes, femmes et enfants, s'enfuirent dans les bois alentour. La police locale et les forces régionales ne sont pas intervenues. Cependant des paysans allèrent nourrir des familles dispersées dans les bois. Dans la Péninsule balkanique, on imagine les *Rom* mieux intégrés, car ils semblent former un aspect à peine plus folklorique d'un kaléidoscope de populations variées. La réaction en chaîne des rivalités ethno-politico-culturelles déclenchée par un chef de clan plus cynique que les autres, a pris, après le retour des Kossovars, la forme exemplaire du mécanisme classique du bouc émissaire. Les *Rom* ont été pris au piège des deux communautés qui se haïssaient et s'entretuaient mais ne voyaient pas d'un mauvais œil l'opportunité de se débarrasser définitivement de leurs

Tsiganes, qu'ils fussent serbes et orthodoxes ou *Roxarane Roma*, musulmans et albanais.

En bout de chaîne, restent, dans les camps dont l'OTAN ne voulaient pas comme camps permanents de réfugiés, les *Roms* chassés sans espoir de retour. Le camp de Stankoviec est en passe de devenir un camp familial définitif au cœur de l'Europe.

La demande des organisations internationales gouvernementales ou des ONG a suscité le renouveau du mouvement politique tsigane. En dépit des rivalités actuelles, dont le récent congrès réuni à Prague en juillet 2000 s'est fait l'écho, il faut rendre hommage à l'intelligence des leaders *rom* quand ils ont cherché à positionner le monde tsigane sur le marché politique européen. Les dirigeants des organisations historiques comme l'*Union romani* sont issus de la deuxième vague de l'intelligentsia tsigane.

En effet, à l'exception de la musique, la trace du patrimoine littéraire et culturel a été recouverte d'une chape d'oubli qui s'explique par le double désastre que fut l'élimination physique des *Roms* les plus évolués pendant la deuxième guerre mondiale et sous le stalinisme. Par exemple, dans l'ex-URSS, la renaissance *romani* avait connu, après la Révolution, une phase remarquable d'expansion, dont la création en 1926 de l'*Union des Roms d'URSS*⁶. Quatre-vingt-six écoles *romani* fonctionnèrent en URSS de 1930 à 1938. Des journaux paraissaient dans le dialecte de la Russie du Nord, qui pouvait être lu jusqu'en Mandchourie. Mais ces initiatives furent tragiquement étouffées par la répression menée par Staline à l'encontre des minorités. Parmi les victimes de la grande Terreur, il faut évoquer le destin d'un *rom* de Biélorussie, principal du collège de Leningrad et pédagogue de renom, Averyan Voytsekhovski, dit « Averka ». Accusé à tort d'activités antigouvernementales, il fut exécuté en 1938. La seule création de cette époque à avoir subsisté est le théâtre *rom* de Moscou, « *Romen* », formé en 1931. Il a gardé une renommée internationale.

Ces exemples sont destinés à montrer que le lycée de Pécs en Hongrie, créé par la Fondation Soros, ne représente qu'un aspect (médiatisé par l'aura de son généreux fondateur) d'une vaste reconquête éducative qui forme, à notre avis, l'un des rares espoirs de la transition à l'Est.

Le monde tsigane européen se trouve à présent à la croisée des chemins. L'avenir se pose en termes politiques, avec toute l'ambivalence inhérente aux nouveaux enjeux nationaux. Pour la première fois dans leur histoire, les *Rom* deviennent des acteurs de leur destin, mais cette « visibilité politique » nouvelle présente aussi de très graves dangers. ■

¹ - Llona Lackova, *Je suis née sous une bonne étoile... Ma vie de femme tzigane en Slovaquie*, récit recueilli par Milena Hübschmanova, L'Harmattan.

² - Ilia Kunes, « Au pays de la révolution de "velours" le racisme arrive », *Les Nouveaux cahiers de l'Est*, n°1, mars 1991, p. 45-51.

³ - ERRC. (European Roma Rights Center) *Time of the Skinheads, Denial and Exclusion of Roma in Slovakia*, Budapest, 1997, p. 11.

⁴ - Llona Lackova, *op. cit.*, p. 145.

⁵ - Claire Auzias, *Les Tsiganes ou le destin des Roms sauvages de l'Est*, éd. Michalon, 1995.

⁶ - Il faut rendre hommage à l'action de Valdemar Kalinin, membre du Comité des Roms baltes avec Baltic Romani, Janis Ignae et Janis Neilands. Voir « Les Roms des Pays baltes », *Interface*, Centre de recherches tsiganes de l'Université René Descartes, n° 36, hiver 1999, p. 18-21.



Dans le numéro précédent de « Diasporiques », le livre important et dérangeant de Thierry Jonquet, *Jours tranquilles à Belleville*, a fait objet d'un compte-rendu et d'un débat entre Michel Wieviorka et Alain Seksig. Le premier nommé faisait en particulier plusieurs reproches de fond à l'auteur. Un de ces reproches a rendu T. Jonquet particulièrement perplexe, et il nous a adressé la lettre que voici. M. Wieviorka, de son côté, a désiré ne pas poursuivre ce débat, laissant le dernier mot à T. Jonquet.

Réponse à Michel Wieviorka

Thierry Jonquet

L'article de Michel Wieviorka ne m'a guère surpris. En écrivant *Jours tranquilles à Belleville*, je savais pertinemment que je m'exposais à ce genre de reproches. Ma première tentation est polémique : *T. Jonquet est typique de ces couches moyennes éduquées qui n'ont pas basculé dans le chômage mais qui vivent dans un sentiment croissant d'abandon et de décadence...* écrit-il. Bigre ! Je pourrais répondre du tac au tac que *Michel Wieviorka est typique de ces couches supérieures suréduquées, qu'il vit dans un environnement surprotégé qui lui interdit d'appréhender correctement la réalité qu'il se propose d'étudier*. Mais ça ne nous avancerait à rien. Son article est, à bien y réfléchir, parfaitement illustratif d'un triste phénomène. L'extrême droite, aujourd'hui KO mais bien capable, je le crains, de se ressaisir bientôt, a d'ores et déjà remporté une importante victoire. Il est en effet aujourd'hui impossible d'aborder franchement les problèmes de délinquance, d'insécurité, peu ou prou liés aux jeunes issus de l'immigration, sans être aussitôt taxé de populisme, de poujadisme, sans être accusé je cite, de « tremper sa plume dans le vitriol de l'anarchisme d'extrême droite ». Ce que tout le monde constate, ce qui crève les yeux, il n'est tout simplement pas permis de le dire, sous peine de se voir suspecté de complicité avec Le Pen et ses sbires. Michel Wieviorka et bien d'autres, montent consciencieusement la garde pour garantir l'Omerta. Et confortent ainsi l'extrême droite qui n'a plus qu'à marcher triomphalement sur le

boulevard ainsi dégagé puisqu'elle se retrouve souvent seule à parler – avec la démagogie et la haine qui lui sont propres – des problèmes réels qui préoccupent réellement les habitants des quartiers « difficiles ». Bref, je le répète, je n'ai guère été surpris. Toute l'argumentation ne m'a inspiré qu'un petit haussement d'épaules, un soupire de lassitude.

Une phrase pourtant, m'est restée en travers de la gorge : *T. Jonquet en rajoute parfois, comme s'il voulait nous convaincre de son abjection... Il va jusqu'à dénoncer aux flics un dealer qui a le malheur d'agir sous ses fenêtres*. Là, je dois avouer que les bras m'en sont tombés. Michel Wieviorka est intervenu dans « Diasporiques » *ès qualité*, en tant que sociologue, directeur du *Monde des débats*. Dois-je comprendre que de son point de vue, il est abject de dénoncer un dealer ? Dois-je comprendre que Michel Wieviorka éprouve quelque indulgence envers les marchands de la mort, en l'occurrence le crack ou l'héroïne ? Dois-je comprendre que, dans la guerre qui se mène entre la police et cette pègre profondément détestable, il se range du côté de cette dernière ? A-t-il jamais ramassé une seringue en bas de chez lui, sur le trottoir ? A-t-il déjà mis en garde ses enfants contre les dangers éventuels de jouer avec ? Pense-t-il que c'est là un incident bénin ? Si tel est le cas, qu'il s'explique, qu'il consacre un numéro de son journal à cette question, qu'il y défende cette position. Je me ferai un plaisir de lui répondre. ■

« Le révisionnisme breton » : encore un mot...

Yves Plasseraud

Sous le titre accrocheur « Un révisionnisme¹ trop occulté », *Diasporiques* a publié dans son dernier numéro une contribution trop marquée à mon sens par une subjectivité bien dans un certain esprit du temps. Cet article se situe dans la lignée de nombre d'autres émanant des milieux républicanistes ou de l'ultra-gauche parus notamment dans *Le Canard Enchaîné*² et dans *Télérama*, qui, depuis quelque mois³, s'attaquent systématiquement au « nationalisme » breton et,

sous prétexte de dénoncer une mémoire historique sélective font, par un étrange amalgame, le procès des organisations de défense de la langue bretonne⁴.

J-J Marie a bien sûr raison lorsqu'il dénonce, après nombre d'autres, le caractère détestable de certains engagements pro-nazis du personnage central de l'article en cause. Certains écrits récemment exhumés de Roparz Hémon dégagent, c'est exact, l'odieux parfum d'antisémitisme hélas commun à la droite des années trente. C'est vrai aussi qu'il a existé et qu'il existe encore un certain nombre de nationalistes bretons aux conceptions ultra-droitières qui se félicitent de cet engagement ; la Bretagne comme toute communauté libre est diverse.

¹ C'est, semble-t-il, Françoise Morvan qui a utilisé ce terme connoté par sa référence à la Shoah, pour la première fois concernant la Bretagne.

² Morvan Lebesque, ancien éditeur de l'hebdomadaire et auteur en 1970 de *Comment peut-on être breton ? Essais sur la démocratie française*, a dû se retourner dans sa tombe...

³ Le mouvement a été lancé par un manifeste émanant d'un certain nombre d'intellectuels résidant en Bretagne.

⁴ Au premier rang desquels le système scolaire Diwan.



Mais, là où ces critiques s'égarer (ou plus précisément nous égarent) c'est que, si Roparz Hémon, (premier lexicographe monolingue breton) est populaire dans les milieux bretons aujourd'hui, c'est très généralement en dépit de ses fautes et non à cause d'elles. S'il est utile de stigmatiser certains souvenirs inacceptables, rien n'autorise en revanche à généraliser le blâme à tout va en créant au moyen d'amalgames abusifs une atmosphère sulfureuse autour de l'ensemble du mouvement linguistique breton. Dénoncer le financement public d'un dictionnaire breton contenant six citations regrettables alors que la langue bretonne meurt à un rythme rapide est ainsi manifestement abusif.

La vérité, c'est que c'est moins la faute en elle-même qui est stigmatisée que l'association de celle-ci avec la revendication identitaire bretonne. Tout se passe ainsi comme si, pour certains, l'identitarisme régional était insupportable et devait

être disqualifié par tout moyen, y compris par des généralisations sans nuances.

En fait, depuis la Seconde Guerre mondiale, la grande majorité des militants politiques « nationalistes » bretons se situent à gauche et sont fermement ancrés dans un internationalisme ouvert et humaniste. Il est inacceptable de prétendre les faire passer pour des suppôts du révisionnisme. ■

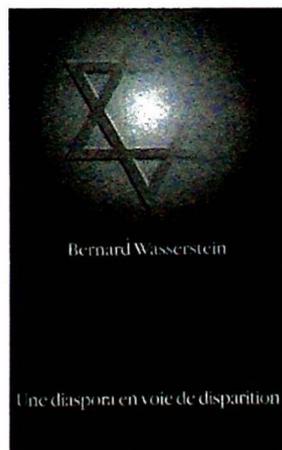
Ce texte, communiqué à J.-J. Marie, a provoqué à son tour une vigoureuse réaction de l'auteur... La rédaction s'aperçoit que la polémique déborde le débat démocratie/extrême droite dans les mouvements nationalistes et s'élargit au débat entre les fédéralistes et les jacobins. Débat qui nécessite et mérite un traitement plus systématique. Nous le reprendrons dans cet éclairage bientôt.

Bernard Wasserstein : *Les Juifs d'Europe depuis 1945* *Une Diaspora en voie de disparition'*

Elise et Richard Marienstras

Il a paru préférable de placer le texte de E. et R. Marienstras sous la rubrique « Débat », plutôt que dans celle qui analyse les livres parus. En effet, comme annoncé dans le n° 14 de Diasporiques, le livre de Wasserstein incite à un débat essentiel : peut-on prévoir l'avenir de la Diaspora européenne dont nous faisons activement partie ? Le compte-rendu du livre est suivi d'un canevas de la réflexion qui s'engage au Cercle Gaston-Crémieux, et qui générera probablement d'autres écrits...

Au lendemain de la « guerre contre les Juifs » que fut aussi la Seconde Guerre mondiale, que reste-t-il des vivaces communautés juives d'avant-guerre, en Europe de l'Est et de l'Ouest ? Quel fut le destin des survivants au lendemain de la guerre : une question que ne posent guère les historiens et surtout qu'enterre la mémoire collective européenne, parce qu'il est insupportable, inimaginable que, après la libération d'Auschwitz, de Buchenwald, de Bergen-Belsen et de tous les camps par les armées alliées, les camps n'aient pas disparu et qu'à l'enfermement nazi ait succédé l'enfermement allié ; qu'à la faim et à la maladie, à la mort par épuisement, par déperdition de sources vitales aient succédé la faim, la mort alors qu'ailleurs l'on chantait victoire et liberté. Il est insupportable d'imaginer, de lire sous la plume de l'historien consciencieux que seuls les chiffres et la barbarie se sont atténués, mais non l'antisémitisme, mais non l'extermination même, sous Staline – et cela la dénonciation du stalinisme par l'Occident l'a fait savoir –, le massacre des élites, par les procès falsifiés, de ce qu'il restait de judaïsme vivant dans l'Union soviétique épargnée par les armées hitlériennes, mais aussi dans les républiques populaires qui ne se sont pas dressées contre l'antisémitisme-judaïsme des autorités communistes après la guerre.



Dans l'Europe de l'Est, partout où se sont trouvés les survivants des camps, la question du « qu'en faire ? » s'est certainement posée aux autorités occupantes (ou libératrices, selon le point de vue). Elles se sont trouvées face à des milliers de personnes sans feu ni lieu, dont le retour dans le pays d'autrefois s'avérait odieux parce que là s'était déchaînée, comme en Pologne, la haine des autochtones, ou au moins révélée l'indifférence devant le sort de ceux que beaucoup ont considérés pendant des siècles comme des étrangers envahisseurs. Les exemples que cite Wasserstein de la révélation de l'antisémitisme après la guerre sont bien plus effarants que ceux qui ont valu à Claude Lanzmann d'être taxé d'anti-polonais pour les scènes polonaises de Shoah.

Wasserstein fait le décompte aussi précis que possible (un compte assez large qui remet à leur place les révisionnistes du chiffre) des pertes causées par le génocide dans les différents camps d'extermination, dans les camps de travail, dans la dernière marche « de la mort » lors de la défaite allemande, dans les ghettos, dans les zones du grand Reich où ont sévi les Sonderkommando. Toute la première moitié d'un livre (au demeurant d'une longueur étonnamment modérée : 350 pages) est d'autant plus accablant qu'elle se lit facilement grâce au style coulant et à un exposé



d'eux-mêmes. On peut être surpris des polémiques qu'a engendrées un ouvrage qui semble ne s'appuyer que sur des sources factuelles avérées, et ne pas exposer de doctrine autre que l'interprétation qui paraît se déduire d'elle-même de l'exposé des faits. Au long des premiers chapitres on observe un monde d'après-guerre qui se méfie des Juifs, ne les aime guère s'il ne les hait pas partout avec la même intensité : en Tchécoslovaquie, en Lituanie, en Pologne ou en Allemagne comme en Autriche où sont localisés dans de nouveaux camps ceux pour lesquels les Américains qui n'en veulent pas en Amérique inventent le statut de D.P. (*Displaced Persons*, mais déplacées d'où ? d'Auschwitz ou, avant cela, de Varsovie ou de Vienne ?). En France également, on ne cherche pas à faire une place aux Juifs en tant que Juifs. Il faut qu'ils aient été résistants, autrement on ne les écoute pas, on ne veut pas savoir, on imagine même de réutiliser à leur encontre l'étiquette « comme des moutons ».

Après le « que reste-t-il ? » on s'interroge alors sur le « que restera-t-il ? » et l'on voit que là où les Juifs parviennent à fuir, comme vers la Pologne d'où les pogroms l'un après l'autre les font fuir à nouveau, il n'en restera plus guère non plus, mais là où ils reviennent, ou bien où leur présence, comme en Angleterre, n'a pas été menacée par le nazisme, c'est un autre danger qui les guette : le danger démographique et le danger culturel. Les sirènes de l'embourgeoisement, de l'assimilation, la honte d'être Juif, le désir de ressembler à ses voisins, et surtout enfin la perte des rites et traditions séculaires, l'attrait de la laïcité et du séculier, voilà l'argument de ce qui perce de doctrine dans le livre de Wasserstein : doctrine sioniste (point de survivance des Juifs en Diaspora, comme il le révèle à la fin), doctrine usant du catastrophisme que l'on a connu dans les cris d'alarme poussés en Amérique par la droite juive qui déplorait, comme Wasserstein, la « croissance zéro » de la démographie juive en pays d'accueil, les mariages mixtes, les conversions et l'abandon des rites religieux qui font perdre, même à ceux qui se pensent encore juifs, toute substance identitaire.

On saisit pourquoi ce livre mérite à la fois d'être pris au sérieux et d'être dévoilé comme l'exposé d'une option qui, en apparence seulement, ne s'appuie que sur des faits crus. Si l'on y regarde de plus près en effet, émergent quelques erreurs (les lois d'immigration américaines, par exemple, ne sont pas « raciales », mais « nationales »), et surtout les citations sont présentées comme des faits, le plus souvent sorties de leur contexte immédiat, sinon général, et servent, comme les chiffres ou les faits documentés, à l'argumentaire. On éprouve donc à la longue une certaine réserve devant ce qui n'est pas entièrement ou uniquement un travail d'historien sans préjugé. Par ailleurs, les chapitres si passionnants et navrants qui traitent de la manière dont les Juifs ont été maltraités par les alliés (au point même d'être méprisés pour leur état « bestial » à l'ouverture des camps nazis) ne concernent que l'immédiat après-guerre. Wasserstein décrit très honnêtement par la suite la conduite irréprochable de l'Allemagne de l'Ouest ; il relate en détail avec beaucoup de pertinence et de vivacité la manière dont Nahum Goldmann a mené les négociations avec Adenauer sur les réparations ; il montre comment, ici et là, une certaine vitalité culturelle a repris forme dans les pays occidentaux.

Finalement, les plus graves accusations sont celles qui sont faites au communisme dont Wasserstein nous dit qu'il est responsable par les purges stalinienne contre les premiers révolutionnaires (il ne parle guère des Bundistes) de la disparition du caractère révolutionnaire qu'avait légué l'histoire au judaïsme.

Que reste-t-il donc du livre de Wasserstein ? Une interrogation forte suscitée par une thèse qu'il faut prendre au sérieux : la Diaspora européenne est-elle encore possible ? Les Juifs sont-ils destinés à s'y éteindre, soit par l'hostilité du milieu ambiant, soit, et surtout aujourd'hui et peut-être demain, par la perte de toute culture spécifique ? Si Wasserstein ne nie pas qu'il existe des Juifs laïques et si même il les traite avec respect, il suggère aussi qu'ils sont de doux utopistes. Existe-t-il un avenir pour une Diaspora juive laïque et fructueuse ? ■

Quelques thèmes de réflexion.

Wasserstein soutient que la disparition des Juifs européens est en train de se produire sous nos yeux.

1. Alors que les pays d'Europe orientale formaient le cœur du monde juif, ils n'en sont plus que des confins reculés. Le nazisme en est le principal responsable, mais pas le seul. Le déclin avait commencé dès les années 1880, avec le début d'une émigration massive vers les États-Unis, et de plus faible ampleur vers l'Europe centrale et occidentale. À la fin de la première décennie des années 2000, la population juive d'Europe dépassera à peine le million – chiffre le plus bas jamais atteint depuis la fin du Moyen Âge.

[Cette population est actuellement d'environ 1 700 000, alors qu'elle était d'environ 9 700 000 en 1939]

2. Nous assistons au dépérissement du judaïsme comme facteur spirituel dans la vie quotidienne de la majorité des Juifs d'Europe.

3. Nous assistons actuellement à la fin d'une authentique culture juive en Europe – perte de l'hébreu et du yiddish, perte de la culture religieuse traditionnelle en Europe ; les grands centres d'études juives sont désormais situés aux États-Unis et en Israël et la culture juive profane connaît un essor non négligeable dans divers pays d'Europe. Mais ces pays n'ont pas pour autant créé une culture juive.

On peut poser plusieurs questions :

L'extrapolation statistique, qui épouse le déclin de la démographie juive et la prolonge vers le bas, est-elle un mouvement nécessaire ou fatal ?

La (re)naissance d'une culture juive et d'une identité collective vivante est-elle définitivement impossible ?

Peut-on négliger entièrement les nouveaux moyens de communication ?

Que faire pour accélérer l'apprentissage des langues juives ?



... Et moi, quand est-ce qu'on me canonise ?

J. S. Nakhalnik

Alléluia ! C'est fait... Renouant avec la tradition ancienne d'élever au rang des saints les princes-défenseurs-de-la-foi, comme Alexandre Nevski ou Dimitri Donskoï, le Saint-Synode et le patriarche Alexis II, chef de l'Eglise orthodoxe autocéphale de Toutes les Russies¹, canonisent le dernier tsar Nicolas II avec toute sa famille, en raison du martyre subi des mains des bolcheviks. On croit rêver... Non pas que la mort de la famille impériale n'ait pas été tragique et regrettable. Il est juste du reste de rendre un hommage aux massacrés. Les élever au rang de saints ? De toute évidence, pour accéder à ce statut, il faut en orthodoxie satisfaire moins de critères que n'en exige, par exemple, l'Eglise catholique. Car Nicolas II ne peut se prévaloir ni d'une vie exemplaire, ni d'avoir répandu le bien, ni d'avoir propagé la foi, ni d'avoir accompli des miracles – à moins de tenir pour un miracle la ruine d'un pays aussi riche de potentialités que l'était son Empire et de l'avoir mené au désastre, à la Révolution et à la guerre civile.

Ce n'est pas voir les choses d'un point de vue étriqué que de rappeler aussi que les Juifs avaient quelque peu souffert de l'antisémitisme du dernier des tsars. Un antisémitisme actif, ouvertement affirmé, verbalement et par écrit. La politique d'encouragement des pogroms qui avaient ponctué son règne avait jeté des millions d'êtres hors de son Empire. Le saint homme... Mais, pour l'Eglise orthodoxe russe d'aujourd'hui, cette circonstance semble militer plutôt en faveur de la canonisation du tsar ; ne combat-elle pas elle-même avec vigueur tout ce qui est traditionnellement suspect, et en particulier les non-orthodoxes, les catholiques, les Uniates ou l'Islam ? Et, avant tous les autres, les Juifs. Le chauvinisme russe et l'orthodoxie vont ensemble, tout comme le catholicisme et le nationalisme polonais ou encore l'orthodoxie et le nationalisme grec ou serbe. Cela peut paraître singulier aux laïques mais s'explique par l'histoire de ces peuples. Dans la Russie d'aujourd'hui l'Eglise prend un nouvel essor après des décennies de persécution communiste – et apparaît malheureusement comme un des éléments les plus rétrogrades du nationalisme russe.

Entendu, haussons les épaules – ces Russes, vraiment, sont difficiles à comprendre. Laissons-les à leurs surprenantes initiatives. Mais voyons plus près, voyons chez nous. Et on

constate que le Vatican aussi est fort actif. Les papes des deux conciles, Vatican I et Vatican II ont été béatifiés ensemble. Pourtant, quelle différence ! Si les voies de Dieu sont impénétrables, il en va de même de celles de la Curie, pour qui fermer l'Eglise ou l'ouvrir paraît porter le même mérite... Ce qui est encore plus singulier, c'est que le Vatican semble toujours songer à béatifier le cardinal Pacelli, devenu le pape Pie XII à la veille de la Seconde Guerre mondiale, et qui a eu la lourde responsabilité du Vatican et de ses actes pendant toute la durée du conflit. Cela nous concerne-t-il ? Oui, un peu. Car la confirmation vient de tomber : le Pape était tout à fait au courant du génocide des Juifs, dès 1941 et jusqu'à la fin du règne nazi ; il avait pu en suivre le déroulement et les détails. Jusqu'à présent on justifiait sa relative inaction par un manque d'informations précises. Or, un antiquaire et collectionneur italien, Fabrizio Coisson, fit il y a peu et fortuitement une découverte majeure, en mettant la main sur un ensemble de copies carbone des rapports adressés au Souverain Pontife par Francis d'Arcy Godolphin Osborne, l'ambassadeur de la Grande-Bretagne auprès du Saint-Siège. Les Britanniques, qui tentaient avant et durant la guerre de combattre activement l'influence de l'Axe au Vatican, adressaient par ce canal au Pape des notes quotidiennes, et ces notes rapportaient en particulier les déportations, les massacres systématiques et les « expériences médicales » menées dans les camps. Année après année, mois après mois, tout y est relaté. Je passe sur les détails, mais le Pape était au courant. Par conséquent, ce procès en béatification paraît désormais être mal engagé²... Accessoirement, me direz-vous, cette histoire prouve que les Alliés étaient, eux aussi, tout à fait au courant, et qu'ils n'ont rien fait non plus. Oui, mais l'Eglise anglicane, à ce qu'il paraît, ne songe pas à canoniser Churchill... ■

¹ S'entend, celle qui est dans la Russie. Car l'émigration russe, après la Révolution, a créé sa propre Eglise autocéphale, craignant que l'autre, sous la contrainte, ne cède trop aux bolcheviks. Surprise, le communisme a beau s'être écroulé en Russie, les deux Eglises semblent poursuivre séparément leur chemin. En quelque sorte, l'Eglise russe serait deux fois autocéphale, et donc bicéphale – peut-être à l'image de l'aigle des tsars ? Rappelons que l'Eglise de l'émigration avait déjà canonisé feu le tsar, sans attendre celle de l'Intérieur.

² Ce n'est que jusqu'au sixième siècle que tous les papes devenaient automatiquement des saints ; ensuite on y a mis quelque discernement. Depuis le seizième siècle, il n'y a eu que deux Papes canonisés.

Solution des Mots croisés

Mais allez d'abord les faire en page 36 !

Verticalement : 1 Pentateuque. 2 rue, abruiti. 3 odorat. 4 Brie, tsar. 5 uee, art. 6 ebn, glaive. 7 ordination. 8 rai, sien. 9 insiste. 10 edte, orvets. 11 nier, ne, rau. 12 teste, stage.

Horizontalement : I Proche-Orient. II eud, brandie. III néobundiste. IV terre, iert. V aie. VI ate, Gaston. VII eb, alti- res. VIII Ru, traite. IX questionnera. X ul, vn, tag. XI et, ossue



Les Livres

Le triangle des passions. Paris, Berlin, Jérusalem,
Avi Primor, Editions Bayard, 2000.

L'écriture de l'histoire a pris récemment un tournant çà et là biographique : outre les biographies historiques de nouveau en vogue, on trouve des « ego-histoires » où les historiens eux-mêmes s'expliquent sur leur démarche intellectuelle et leurs motivations profondes (l'une des premières, qui portait ce titre en bannière, a été publiée en 1987 dans la "Bibliothèque des Histoires" de Gallimard sous le titre *Essais d'ego-histoire*) ; on trouve surtout des mémoires d'historiens, de politiques, de gens ordinaires et surtout, de nos jours, des témoignages¹, au point que les historiens et les philosophes sont troublés par une apparente confusion entre « histoire » et « mémoire », et publient au deuxième degré, non plus leurs propres mémoires, mais leurs réflexions et mises en garde sur la distance à observer et les connections possibles entre l'usage de la mémoire privée et de la mémoire collective, entre celle de l'histoire vécue et celle de l'histoire narrée et construite.

Toutes ces réflexions, dont on trouve par exemple une trace importante dans la dernière livraison d'*Esprit* (été 2000), nous fournissent l'occasion d'introduire une autre forme de témoignage ou d'Ego-histoire : celle du diplomate israélien Avi Primor qui, au gré de ses souvenirs, sans aucun doute appuyés d'archives et de sources fiables, livre sous forme de souvenirs personnels l'histoire des relations internationales de l'État d'Israël en cinquante ans d'existence, c'est-à-dire une quinzaine d'années de moins que n'en a l'auteur dont toute la vie professionnelle a été vouée au service de son pays. Contrairement à ceux des historiens, le genre de ce livre écrit directement en un français fluide (bien que ce soit pour ce Sabra une langue apprise à l'école) est assez banal chez les diplomates qui écrivent leur mémoires comme témoins privilégiés et comme acteurs de l'histoire, actifs au-delà souvent de ce qu'ils peuvent en dire mais, toujours et par vocation, discrets et apparemment neutres ou impersonnels. Il pourrait ne s'agir là, donc, que, comme il est usuel dans le genre, d'un récit tissé d'anecdotes et coloré par la présence des grandes figures du monde politique international. Et pourtant ce livre nous frappe comme singulier pour plusieurs raisons.

Voilà qu'au long de l'évocation de ses activités diplomatiques, comme attaché de presse, puis attaché culturel en France, ambassadeur à Bruxelles auprès de l'Union européenne, à Bonn ambassadeur de l'État d'Israël, à Jérusalem directeur au ministère des Affaires étrangères, Avi Primor, du fait de sa naissance même en Israël et d'une carrière menée de manière très classique comme s'il était natif d'une vieille nation d'Europe, d'une culture, d'une pratique des langues, d'une aisance d'homme distingué, Avi Primor "normalise" pour nous l'État d'Israël qui, par sa voix, prend place aux côtés des pays d'Europe comme s'il s'agissait de n'importe laquelle de nos vieilles nations – Grande-Bretagne, Italie, Suède, France... Et



Photo Irène Elkster

pourtant non : le diplomate rangé et classique, qui fait une carrière ordinaire en apparence, sert un pays qui tout d'abord « est en guerre » avec l'Allemagne, sans qu'une guerre ait jamais été déclarée entre Israël qui n'existait pas du temps où les alliés faisaient la guerre contre les armées du nazisme et l'Allemagne déjà défaite et en voie de reconstruction lorsque naquit le nouvel État. Dès l'abord, situation internationale extraordinaire d'un État comme les autres, mais qui entretient, avec un autre État, des rapports hors norme, inédits dans la loi et l'histoire des nations. Nous ne sommes pas nés hier, nous savons bien que l'État formé par des Juifs n'est pas comme les autres. La grande affaire, dès sa naissance et pour longtemps sans succès, sera de le *normaliser*. À cela, s'emploiera Avi Primor avec plus d'intelligence et d'honnêteté que d'autres, avec ses moyens, certes, limités, mais en se servant aussi de la chance qui lui sera offerte d'agir justement en ces pays avec lesquels Israël s'éprouve le plus difficilement : la France, mais surtout l'Allemagne.

En effet, malgré de nombreuses digressions et de nombreux récits et anecdotes intercalés, c'est la question des rapports entre Avi Primor et l'Allemagne et, plus généralement, entre Israël et l'Allemagne, qui donne au livre son fil conducteur, depuis une première amitié nouée avec un Allemand alors que Primor était en poste en Afrique – un Allemand qui devint plus tard l'époux de la reine Beatrix des Pays-Bas. Mais Primor, qui n'a pas connu la Shoah, qui ignore ce qu'est l'antisémitisme, s'interroge d'abord longuement sur ses sentiments à l'égard de l'Allemagne, sentiments qui le poussent à éviter pendant de nombreuses années tout contact avec des Allemands – sauf ceux que rendent nécessaires ses fonctions diplomatiques, et à considérer ce pays comme une « tache blanche » sur la carte. Il raconte d'ailleurs nombre d'épisodes très durs pour les nazis et les Allemands du commun : « en février 1945 [...] trois prisonniers juifs avaient pu échapper à la vigilance des surveillants. Ils avaient trouvé refuge dans la maison des époux Kurt et Herta Fuchs. Les troupes soviétiques approchaient, la fin de la guerre était imminente. Le 10 mai 1945, alors que leurs sauveurs les avaient jusque-là fait passer pour des ouvriers du STO, ces rescapés ne se cachèrent plus d'être des juifs. La suite paraît incroyable : des habitants de la localité dénoncèrent les époux Fuchs et deux jours plus tard, presque deux semaines après la mort d'Hitler et quatre jours après la capitulation, Kurt Fuchs et l'un des fugitifs furent exécutés publiquement. Les deux autres purent, avec Herta Fuchs, échapper *in extremis* à leur arrestation. Le 28 février 1999, plus d'un demi-siècle après ces événements, au cours d'une cérémonie poignante à Dresde, en présence du ministre président du Land de Saxe, Kurt Biedenkopf, je remis à Mme



Fuchs le diplôme et la médaille de Yad Vashem d'Israël ». Avi Primor raconte par le menu nombre d'événements marquants de la vie et de l'histoire d'Israël (encore qu'il n'évoque pas le rôle de Nahum Goldman dans la création de la « Claims Conference »), la volte-face de l'Union soviétique, qui, en rompant unilatéralement l'embargo sur les armes à destination du Proche-Orient (respecté vaille que vaille par les autres États), plongeait la région dans une fébrile course aux armements, la surprenante coopération avec la France qui devint, dans les années 1960, le principal fournisseur d'armes et surtout d'avions de combat – une coopération qui s'était renforcée à partir de la campagne de Suez de 1956 (au cours de laquelle Avi Primor fut blessé). Mais l'idylle avec la France ne devait pas durer : en 1967, la fameuse formule du général de Gaulle qualifiant les Juifs de « peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur » choqua la plupart des Juifs du monde entier (bien que Begin commentât : « après tout, je sais pas si cette phrase était tellement méchante pour nous. J'irais même jusqu'à croire qu'elle exprimait plutôt de l'admiration et de la déférence »). Il n'empêche que le ministre plénipotentiaire à l'ambassade d'Israël fut convoqué le 3 juin au quai d'Orsay où on lui annonça la décision de la France d'imposer « à tous les pays du champ de bataille du Proche-Orient » un embargo sur les livraisons d'armes. Et comme seul Israël à cette époque achetait des armes à la France au Proche-Orient, seul Israël fut touché par cette mesure. Malgré l'ivresse de la victoire consécutive à la guerre des Six Jours, l'embargo français était lourd de menaces.

Depuis quelques années déjà l'Allemagne livrait en grand secret des armes à Israël... Le secret fut éventé progressivement, entre 1963 et 1965. Les États arabes firent pression. L'Allemagne décida de mettre fin à ces livraisons. Ce fut un grand scandale, des juifs américains appelant au boycott de produits allemands et de la Lufthansa ! Après des jours d'hésitation et de confusion, l'Allemagne proposa de nouer avec Israël des relations diplomatiques à part entière... sans en prévenir son émissaire chargé de n'établir que des relations consulaires. Puis, chaque pays émit des objections au choix de l'ambassadeur désigné par l'autre. On consentit enfin, mais l'accueil de Rolf Pauls, l'ambassadeur allemand ancien attaché militaire à Ankara sous les ordres de Von Papen et titulaire de la Ritterkreuz remise par Hitler en personne, fut mouvementé... Sur le chemin de la résidence du président à qui il allait remettre ses lettres de créance, sa voiture fut bloquée par la foule, des pierres et des bouteilles furent lancées... Mais, progressivement, Rolf Pauls réussit à vaincre l'hostilité, recherchant le contact avec les hommes... Trente plus tard, quand Avi Primor est nommé ambassadeur à Bonn, il rencontre Rolf Pauls et commente : « Cet homme qu'Israël avait accueilli à coup de pierres et d'où il était reparti couvert de roses ».

Avi Primor consacre de nombreuses pages à la question de la réconciliation avec l'Allemagne, qu'il appelle de ses vœux.

Son livre est plein de réflexions émouvantes, sans parler des épisodes comiques, comme la fameuse affaire de « l'enlèvement » des vedettes de Cherbourg, agrémenté ici, me semble-t-il, de quelques épisodes inédits.

Je ne voudrais pas terminer cet article sans rendre hommage au caractère et au courage politique de son auteur. Ceux qui l'ont connu à Paris savent qu'on pouvait se fier entièrement à sa parole : il ne faisait jamais de discours de propagande. Mais il faut rappeler que, le Likoud étant au pouvoir sous le gouvernement de Shamir, Avi Primor accueillit à son domicile de Bruxelles Abba Ebban, qui faisait une tournée mondiale pour promouvoir un rapprochement entre Israéliens et Palestiniens, sans demander l'autorisation de ses supérieurs qui la lui auraient refusée.

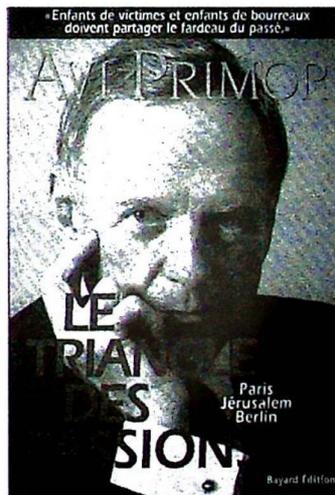
En 1976, Avi Primor reçut de Jean Daniel un article faisant état de tortures subies par un Palestinien de Jérusalem-Est, Jamil Abou Charbiye. Après le refus de cinq médecins arabes de fournir un certificat décrivant l'état de ses yeux, par peur des suites, un médecin juif de Jérusalem-Ouest fournit ce certificat. Avi Primor avait jusque là attribué les cas de « pressions physiques modérées » signalés dans les prisons israéliennes à la propagande arabe. Cette fois, il tenta une enquête, les faits rapportés étant accablants. Il téléphona d'abord à divers amis, puis prit une semaine de congé sans solde pour interroger diverses personnes en Israël. Il se heurta à un mur de silence. De retour à Paris, il téléphona à Jean Daniel et lui dit que s'il publiait l'article il n'y aurait aucune réaction de sa part. Et l'article fut publié le 22 mars 1976 dans le *Nouvel Observateur*, sous la signature de Victor Cygelman. Avi Primor note avec satisfaction qu'en 1999, la Cour suprême interdit formellement la torture.

Enfin, alors qu'Avi Primor allait prendre son poste d'ambassadeur à Bonn, le gouvernement de Shamir formula une demande pressante de ne pas accueillir en

Allemagne d'immigrants juifs originaires de l'Union soviétique. Le gouvernement Rabin qui succédait à Shamir lui laissa le choix de la politique la plus adaptée. Voici la position de Primor : « Comme tout homme, les juifs doivent avoir le droit de vivre où ils veulent. L'État d'Israël n'a aucune légitimité pour imposer quoi que ce soit dans ce domaine. La loi du retour oblige certes Israël à accueillir les juifs qui le désirent, mais elle ne force personne à la suivre contre son gré. L'obligation d'Israël est unilatérale. C'est dans ce sens que j'ai essayé d'assumer mes devoirs, tant à l'égard des autorités allemandes qu'à l'égard des communautés juives ». ■

Richard Marienstras

¹ Il n'est pas nécessaire de rappeler à nos lecteurs le livre important consacré à la vogue du témoignage et à la question qu'il pose aux historiens par Annette Wieviorka *L'ère du témoin*, Plon, 1998. Le lecteur est invité à le confronter à l'ouvrage de Paul Ricoeur *La mémoire, l'histoire, l'oubli* qui vient de paraître chez Plon.





Les judaïsmes, J. Lenglet-Ajchenbaum, Y-M. Ajchenbaum.
Paris, Gallimard, 2000 (Folio, "Le Monde Actuel").

On ne saurait trop féliciter les auteurs de ce livre d'avoir dès le titre affirmé qu'il n'y a pas un mais *des* judaïsmes. Ils ont refusé la réduction du judaïsme à une religion ou à un peuple et ont insisté sur son polymorphisme. Ce petit ouvrage d'environ 300 pages est complété par une chronologie, une bibliographie et, chose rare dans un ouvrage de poche, par un index. Si bien qu'on peut lire un ou plusieurs chapitres (I. La formation du judaïsme dans l'antiquité ; II. Communautés juives en terres chrétienne et musulmane ; III. De l'émancipation à la Shoah ; IV. Le sionisme ou la tentation juive de l'État-nation ; V. Les judaïsmes contemporains) ou

chercher dans l'index Marienstras (Richard), Perec (Georges), persécution, rabbis, Sinaï, Staline, Talmud, Vidal-Naquet, etc. L'érudition et le talent pédagogique des auteurs sont admirables. Comment réussir à faire tenir autant de choses en 300 pages ? Personnellement je me contenterai de regretter l'omission du rôle joué par Napoléon dans l'« israélitisation » des Juifs de France. En tout cas, la conclusion plaira certainement aux amis de *Diasporiques* : « Les communautés juives sont affectées par les mêmes turbulences que les autres sociétés... Sur l'avenir à long terme du judaïsme certaines prévisions sont pessimistes... Quelle que soit la réponse, le judaïsme demeure une réalité bien vivante ». ■

Françoise Weil

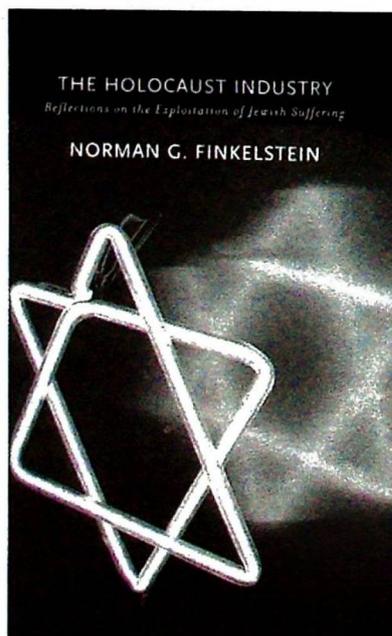
Harry Carasso, dont les articles sont régulièrement publiés dans Diasporiques (voir p. 31), a eu le grand mérite d'attirer notre attention sur un livre qui vient de paraître en Grande-Bretagne, et à propos duquel Dorothee Rousset a rédigé ces quelques lignes :

La mémoire : une affaire commerciale ?

Peu de livres cette année ont provoqué en Grande-Bretagne une controverse aussi forte que « L'industrie de l'Holocauste : réflexions sur l'exploitation de la souffrance juive » (*The Holocaust Industry ; Reflections on the Exploitation of Jewish Suffering*. Verso, London 2000) de Norman Finkelstein. En France, Thomas Ferenczi en a parlé (dans *Le Monde* du 13 août 2000) ; mais les Américains n'en parlent guère. Pourquoi ?

La thèse de Finkelstein est une violente polémique contre « les élites juives américaines », qui se sont emparées de la mémoire de l'Holocauste, pour réclamer aux banques suisses et à l'industrie allemande des sommes inouïes, qui, en fait, vont aux organisations juives elles-mêmes et au soutien de l'État d'Israël, et non aux rescapés dont peu sont encore vivants. Pendant longtemps, les Juifs américains ne s'occupaient guère de l'Holocauste : la publication en 1961 du livre de Hilberg, *La destruction des Juifs d'Europe* n'avait soulevé que peu d'intérêt aux États-Unis ; la mémoire de l'Holocauste était qualifiée de « cause communiste ». Mais tout a changé en 1967 à partir de la guerre des Six-Jours : cette guerre a démontré non pas la faiblesse de l'État d'Israël, mais sa force et son intérêt comme partenaire politico-militaire au Proche-Orient. La politique étrangère américaine s'est alors détournée

des alliances arabes possibles et s'est tournée vers Israël, allié le plus utile. Et en soutenant Israël, les Juifs américains n'auraient plus été suspects d'une double allégeance, mais seraient devenus de doublement bons Américains ; le souvenir de l'Holocauste a été exploité, instrumentalisé, sacralisé par eux, pour justifier ce tournant de la politique américaine et « éloigner les critiques contre Israël ».



Ici, on peut se demander si Finkelstein est un antisémite, un néonazi, et un négationniste ; mais ses deux parents ont été dans le ghetto de Varsovie et dans les camps de concentration, et tout le reste de sa famille a été assassiné. Ses cibles véritables sont « les imposteurs et les bonimenteurs », ceux qui utilisent l'Holocauste dans leur propre intérêt ; il en veut particulièrement à Elie Wiesel, « le grand prêtre de la sacralisation de l'Holocauste » qui est pour lui un « mystère incommunicable » dont « on ne peut même pas parler », ce qui ne l'empêche pas de se faire payer chaque conférence 25 000 dollars, à Jerzy Kosinski qui ment (dans son « Oiseau bariolé ») mais que Wiesel encense, à B. Wilkomirski, un faux orphelin

juif. Il en veut surtout à ce qu'il appelle le mythe de l'unicité de la Shoah : il est remarquable qu'il n'emploie jamais ce mot, mais parle de l'« holocauste nazi », et prétend que les Tziganes ont été exterminés dans « des proportions égales à celles du génocide juif » (sur ce point, on se demande sur quels chiffres



il se fonde). En fait, ce qui l'exaspère, c'est que les adolescents américains en savent plus maintenant sur ce génocide que sur l'histoire de leur propre pays : il y a un Mémorial de l'Holocauste à Washington, alors qu'il n'y a pas de musée « commémorant les crimes de l'histoire des États-Unis », le Vietnam, le Nicaragua et les autres lieux où les États-Unis se sont rendus coupables.

Finkelstein termine son livre par cette phrase : « le geste le plus noble envers ceux qui ont péri, c'est de préserver leur mémoire, d'apprendre à travers leur souffrance, et les laisser finalement reposer en paix ». À quoi cette paix pourrait-elle ressembler, il ne le dit pas.

Pour conclure, citons l'article de Philipp Blom, qui, a propos de ce livre écrit dans la *Neue Zürcher Zeitung* (3 Août 2000) : « Personne, étant donné les querelles mesquines sur le lieu Auschwitz, sur lesquelles on rapporte toujours quelque chose de nouveau, et le tourisme de la douleur qui se joue dans les camps de concentration, ne peut rester indifférent. Peu d'Européens voient sans malaise que la Shoah ait trouvé son « interprétation » la plus populaire et dominante à Hollywood. Trouver une alternative à cette commercialisation de l'horreur n'est pourtant pas simple, dans une ère où on fait pour de l'argent tout ce qui peut être acheté ».

Et Philipp Blom de conclure : « Finkelstein trouvera certainement des admirateurs parmi ceux qui cherchent confirmation de leurs préjugés antisémites, et il aurait été souhaitable que son éditeur, Colin Robinson, ait su combiner son ardeur avec des interventions plus fortes, une modération du ton et des arguments plus consistants. Robinson défend la publication du livre par l'examen attentif des risques et des avantages et il peut avoir raison car « L'industrie de l'Holocauste », malgré son outrance franchement polémique, peut devenir pour la discussion une contribution importante ».

Dorothee Rousset

La poésie yiddish : un rebond

Une nouvelle édition de *l'Anthologie de la poésie yiddish (Le Miroir d'un peuple)*, de Charles Dobzynski, est annoncée en novembre dans la collection « Poésie/Gallimard », édition de poche. Voici qui permettra un rebond en librairie de cet ouvrage, devenu introuvable après l'épuisement des deux éditions précédentes (chez Gallimard, puis au Seuil). Cette nouvelle édition a été remise à jour (préface, notices, etc.) et comprend des textes nouveaux, notamment de Marc Chagall, d'Oser Warszawski et de Lev Berinski, poète de grand talent qui quitta Moscou en 1991 pour Israël.

D'autre part, Charles Dobzynski publie en octobre aux éditions de l'Improviste (lesquelles amorcent une collection de littérature traduite du yiddish) un recueil de Peretz Markish : *Le Monceau et autres poèmes*. Ces amples pièces, écrites entre 1921 et 1923, marquent dans la poésie yiddish le tournant capital de la modernité ; deux parmi elles figurent dans la revue d'avant-garde *Khaliastra* (en français : *La Bande*, chez Lachenal et Ritter, en 1989). Quant au *Monceau*, un des textes les plus étonnants du grand poète, victime en 1952 des exécutions stalinienne, c'est une œuvre singulière qui évoque, dans une tonalité prophétique et biblique, l'horreur des pogroms qui dévastèrent les communautés juives en Ukraine pendant la Guerre civile (1918-1921). Ses accents déchirants s'inscrivent dans la lignée d'Ézechiel et aussi de Bialik de *La Cité du massacre*, œuvre écrite après le pogrom de Kichinev en 1903.

Enfin, pour compléter le tableau, rappelons que dans son essai *Le monde yiddish, une légende à vif* (éditions de l'Harmattan, 1998), Charles Dobzynski nous propose, entre autres, « la poésie yiddish, quelques étapes d'une longue marche » : une étude historique et critique sur la poésie yiddish depuis ses origines. ■

C.D.

Un de nos abonnés, Gérard Blikman, a attiré l'attention de la rédaction sur un livre récemment paru aux éditions Bayard : *Nous, Juifs de France*, par Olivier Guland et Michel Zerbib. C'est un recueil de douze interviews de personnalités juives aujourd'hui en vue : dans l'ordre, Annette Wieviorka, Joseph Sitruk, Henri Hajdenberg, Jacques Kupfer, Marek Halter, David de Rothschild, Ady Steg, Moïse Cohen, Gilles Bernheim, Rivon Krygier, Raphaël Draï et Shmuel Trigano. Cette énumération montre la grande diversité des personnalités et des personnages ; rien d'étonnant à ce que les promoteurs du recueil n'aient pu en tirer une conclusion homogène ; rien que le lecteur ne soupçonne avant d'avoir lu. On peut regretter que nous, Juifs de France, nous soyons aussi peu féministes : une seule femme pour onze hommes – le compte n'y est pas... On peut regretter aussi une tournure d'esprit un peu « sensationnaliste » dans le choix des titres donnés aux interviews. Il en va ainsi du chapitre consacré à la femme, A. Wieviorka : la conclusion de sa réflexion porte sur sa laïcité personnelle : « Je vis de façon laïque, mes amis sont laïcs. Mais je n'adhère point au judaïsme laïc car j'estime qu'il ne saurait être prosélyte. Je n'ai pas le sentiment que ma forme de judaïsme soit porteuse d'une leçon ou d'un message quelconque. Elle n'a pas d'avenir particulier. Elle est ce qu'elle est et je n'en éprouve ni honte ni fierté. Je ne vois donc pas l'intérêt d'en faire un engagement ». Cette conclusion, toute personnelle, n'engage que son auteur ; elle est quelque peu plus nuancée que la citation tronquée qui en a été tirée pour faire le « titre » du chapitre : Le judaïsme laïque n'a pas d'avenir. Rien d'étonnant si notre lecteur, peut-être abusé par le titre, s'en est ému au point de ne retenir que cette phrase, qui semble nier tout ce qui constitue son judaïsme à lui...



Il était une fois le Sentier...

Henri Raczymow

On connaissait Les Sentiers de la gloire. Le sentier du shmat, à Paris, n'est pas moins passionnant. Ce n'est certes pas un haut lieu où souffle l'esprit. Ce sont quelques rues où fourmillent les coolies asiatiques, où s'inquiètent les grossistes juifs, où retentissent les portables plus affolés que ceux des boursicoteurs, où alternent les saisons renouvelés du prêt-à-porter, où circulent les rumeurs, fondées ou carrément malveillantes, de malversations, de faillites frauduleuses, de travail au schwartz, d'argent virtuel... Le sentier a mauvaise réputation. C'était au moins une raison d'y aller voir de près. Le Sentier attendait son Vasco de Gama. Il l'a trouvé. Nadine Vasseur y est née. Journaliste, elle fut productrice de l'émission Panorama sur France-Culture, de 1982 à 1997. Elle est aussi l'auteur de deux ouvrages, Le poids et la Voix (« Le Temps qu'il fait », 1996) et Israël autrement (Actes Sud, 1998). Son dernier livre, qui sort en librairie le 6 octobre, s'intitule Il était une fois le Sentier. Il paraît chez Liana Levi. Nadine Vasseur a bien voulu répondre à nos questions¹.



Photo N. V. Droits réservés

Henri Raczymow : À quand remonte le Sentier ? Pourquoi ce nom ?

Nadine Vasseur : Il n'y a pas de date précise aux débuts du Sentier en tant que quartier de la confection, du prêt-à-porter et de la mode. Il s'est constitué peu à peu. A partir du milieu du XIX^e siècle – date d'apparition de la machine à coudre qui révolutionne l'artisanat du vêtement – les premiers ateliers et les premiers commerces de « Tissus et nouveautés » apparaissent dans ce quartier. Mais celui-ci n'a encore rien de spécifique. Dans les années vingt et trente de nouveaux ateliers s'ouvrent, ainsi que des commerces de tissu et de bonneterie en gros. La première grande mutation date de l'après-guerre, lorsque de nombreux Juifs venus d'Europe de l'Est y ouvrent des entreprises de confection. Leur installation coïncide avec la naissance, au début des années cinquante, de ce qu'on appelle le « prêt-à-porter », une forme de démocratisation de la Haute Couture, à la portée de toutes les bourses. La deuxième grande mutation du Sentier se situe à la fin des années soixante. Elle conjugue plusieurs phénomènes nouveaux. Une nouvelle immigration, celle des Juifs d'Afrique du Nord, investit le quartier. Contrairement aux Juifs de

l'Est, ceux-ci ne sont pas des artisans mais des commerçants, ils vont donner un visage différent au quartier et à la profession. Le Sentier devient alors essentiellement un quartier de boutiques de gros ; les ateliers, eux, disparaissent peu à peu de son périmètre.

Cette conception nouvelle de la profession coïncide avec des changements dans le monde de la mode : le yéyé, le sportswear, le jean, viennent supplanter le prêt-à-



Photo Irène Elster

porter. Aujourd'hui, nous assistons encore à de nouvelles mutations, dues essentiellement à la concurrence de la fabrication dans les pays à bas salaires et à la naissance des grandes chaînes de mode : Morgan, Zara, Pimkie, etc., qui se passent aujourd'hui des fabricants du Sentier.

Quant au nom de Sentier, on lui trouve plusieurs explications. La première est que ce mot de « sentier » qui deviendra

le nom d'une rue, puis d'un quartier, rappelle un hiver du XVII^e siècle, au cours duquel un loup affamé aurait rôdé dans ce quartier de Paris. On aurait alors parlé du « Sentier du loup ». L'autre explication, plus prosaïque, est qu'il aurait existé à cet endroit un « chantier ». Le mot Sentier n'en serait qu'une déformation.

H.R. : Pouvez-vous rapidement retracer l'évolution de sa population ? N'était-ce pas déjà vers 1900, un quartier juif ? (Dans *À la Recherche du Temps perdu*, Bloch, sur la plage de Balbec, déplorant le nombre excessif de Juifs, s'écrie : « On se croirait rue d'Aboukir ! »).

N.V. : Je ne me rappelais pas cette phrase de Bloch dans *À la Recherche du Temps perdu*. Peut-être fait-il allusion aux Juifs alsaciens qui avaient ouvert ici des commerces de tissu dès la seconde moitié du XIX^e siècle. D'où le nom de la rue de Mulhouse, une petite rue qui donne dans la rue de Cléry. Les Juifs de l'Est qui arrivent en France à partir de la fin du dix-neuvième siècle, sont encore relativement peu nombreux. Les premières grandes vagues d'immigration datent surtout des années vingt. Leurs ateliers, d'autre part, ne se trouvaient pas

¹ « Diasporiques » avait confié à Henri Raczymow la responsabilité de la rubrique littéraire. Toutefois, la littérature étant le reflet de la vie, il est tout naturellement amené à sortir de ce cadre, qui n'est pas un carcan. Ainsi, sa rubrique dans le numéro précédent, tout en étant consacrée à un livre, a été placée sous la rubrique « Débat », à juste titre, puisque le texte de Thierry Jonquet qui en était l'objet a engendré une discussion passionnée, qui s'achève dans le présent numéro. Aujourd'hui, il a paru judicieux de placer sa contribution, toujours consacrée à un livre, sous la rubrique « Sociologie », pour d'évidentes raisons.



encore dans le Sentier, au début du siècle, mais dans les quartiers populaires de Paris : Belleville, ainsi que les 10^e, 20^e et 3^e arrondissements, où vivaient alors les ouvriers juifs.

La population du Sentier est constituée de différentes vagues d'immigration. Après les Juifs alsaciens, les premiers à s'installer dans le quartier, au début des années vingt, sont les Juifs de Salonique (comme Vidal Nahoum, le père d'Edgar Morin) qui ouvrent des commerces de tissu et de bonneterie en gros. Ils fuient les

conflits nationalistes qui s'emparent de l'Empire Ottoman, suite à la révolution *Jeune Turquie* et à la guerre dans les Balkans. Peu après arrivent les Arméniens rescapés du génocide. Dans les années vingt et trente, fuyant les pogroms et la montée du nazisme, arrivent les Juifs d'Europe de l'Est. Une nouvelle vague, les rescapés de la guerre, les rejoignent à la fin des années quarante. À partir des années soixante, la fin du protectorat français au Maroc et en Tunisie et la décolonisation de l'Algérie provoquent le départ de nombreux Juifs qui ouvrent des commerces dans le Sentier ; ils en sont aujourd'hui encore les principaux patrons. Mais d'autres immigrations prennent également racine. La plupart des entrepreneurs (les sous-traitants qui prennent les commandes des fabricants et qui les font fabriquer dans leurs ateliers) étaient, dans les années soixante-dix et quatre-vingt, majoritairement yougoslaves. Aujourd'hui, ils sont turcs. Les ouvriers eux, sont turcs, pakistanais ou chinois.

C'est pourquoi, je ne pense pas qu'on puisse véritablement parler, à propos du Sentier, d'un « quartier juif ». Il a toujours été peuplé d'une façon très mélangée. Contrairement au quartier du Marais, il n'y a pas de synagogue dans le Sentier ni de commerces aux enseignes en lettres hébraïques. Le seul élément juif du quartier, ce sont les patrons ! Et encore pas tous, car il ne faut pas oublier que 10% des patrons du quartier sont Arméniens.

H.R. : Peut-on dire qu'ici, comme ailleurs, la population ashkénaze a disparu ? Les Chinois vont-ils à terme remplacer les Juifs ?

N.V. : La grande majorité des fabricants du Sentier est aujourd'hui originaire d'Afrique du Nord. Mais il reste encore un certain nombre de commerces ashkénazes. Tous les grossistes notamment (les grossistes, contrairement au fabricants, ne fabriquent rien, mais se contentent de vendre la production des autres) appartiennent à d'anciennes familles polonaises installées dans le Sentier depuis, au moins, les années cinquante. Ils sont encore parmi les commerçants les plus puissants du quartier.

Les Chinois sont très redoutés des fabricants du Sentier, car ils pratiquent des prix que ces derniers ne peuvent pas proposer. La raison en est simple : comme les Juifs d'hier, démunis de tout, ils sont prêts à travailler jour et nuit à des tarifs dérisoires. Ce que ne sont plus prêts à faire aujourd'hui les Juifs. Jusqu'à présent, néanmoins, les patrons du Sentier, et ceux du « Sentier Chinois » qui se trouve autour de la rue du Chemin Vert, ne se battent pas sur le même terrain. Les Chinois fabriquent surtout du très bon marché destiné aux centrales d'achat et aux forains. Les fabricants du Sentier visent une qualité supérieure. Pour échapper à la concurrence des Chinois, ils cherchent même à se placer, de plus en plus, dans ce qu'on appelle « le moyen-haut de gamme ». Ce qui ne les empêche pas de craindre les Chinois qui, ils l'ont déjà remarqué, sont de grands travailleurs et apprennent très vite le métier. Rien ne dit qu'ils ne se feront pas bientôt rattraper, même dans la fabrication de qualité.

H.R. : Comment avez-vous procédé pour votre enquête ? Y a-t-il des sources écrites ? Par exemple refus des gens de parler, une certaine « omerta » ?) Qu'en est-il des rumeurs de malversations ?

N.V. : Mon enquête a consisté à recueillir des témoignages de ceux qui ont fait l'histoire du Sentier. J'ai pu ainsi remonter jusqu'aux années trente. Pour l'histoire antérieure, certains descendants ont pu me raconter la trajectoire de leurs parents. Mais il y a très peu de sources écrites. Le seul ouvrage qui m'ait servi de ce point de vue, est celui de Nancy Green « Du Sentier à la Septième avenue » qui fait une comparaison de l'histoire de la confection à New York et à Paris. C'est un excellent livre. Je ne suis pas historienne, même si j'ai pris garde à ce qu'aucun renseignement historique rapporté dans ce livre ne soit inexact. Mon propos était avant tout de faire parler ces gens qui témoignent, dans leur parcours d'immigrés, à la fois de l'histoire du xx^e siècle, de leur intégration dans la société française par le travail, et de l'histoire de la mode. Ce qui m'importait c'était de leur donner chair, d'en faire des portraits vivants, car ce sont tous des « personnages », au sens



Photo Irène Elster

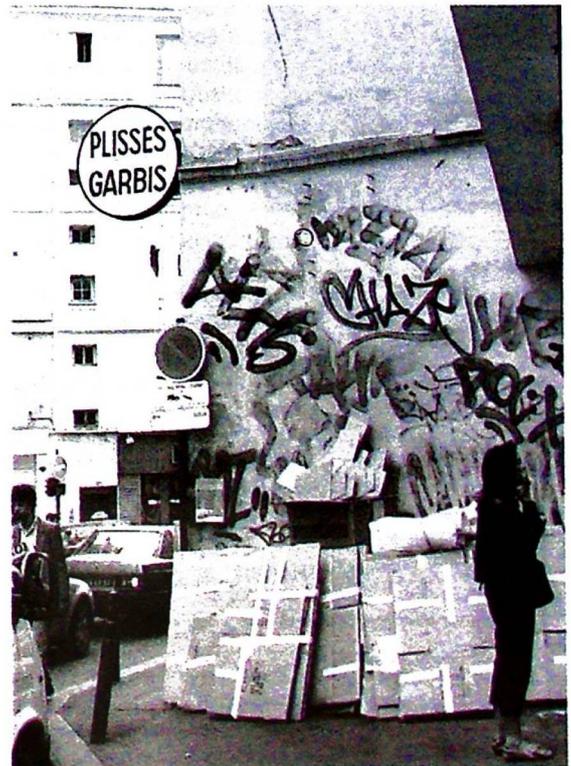


Photo Irène Elster



le plus romanesque du terme, qui valent la peine qu'on les écoute.

Mais cela n'a pas toujours été facile. Les gens du Sentier se méfient car la manière dont on en parle, notamment dans la presse, est systématiquement péjorative. « Sentier », dans l'esprit du grand public, veut dire travail au noir et fraude fiscale, c'est tout. Par ailleurs, par un réflexe d'immigrés, certains ont surtout envie « qu'on les oublie », et ne souhaitent pas parler. Enfin l'énorme scandale de « l'Affaire du Sentier » en 1997 a traumatisé les commerçants du quartier qui se sont tous sentis visés et salis par ce « casse » hors du commun².

Le fait d'être moi-même issue d'une famille du Sentier m'a tout de même facilité la tâche. Car cela pouvait – pas toujours – leur donner confiance. Ils savaient en tout cas que je ne pouvais pas être contre eux. J'ai, sans le maîtriser consciemment, un langage commun avec tous ces gens. Et cela m'a aidée à les faire parler.

Les malversations ? Évidemment qu'il y en a, comme dans tous les commerces : la fraude fiscale, le travail au noir existent, personne ne le nie. Mais ils n'existent pas plus que dans d'autres secteurs, comme la restauration ou le bâtiment. Un

rapport, sur la réalité économique du Sentier, publié en 1991, le démontre. Mais personne n'a eu envie de s'y intéresser...

Tous les différents scandales du Sentier sont racontés dans ce livre car, remis à leur juste place, ils font partie de son histoire. Ils n'en constituent qu'une partie. « L'Affaire du Sentier » qui a défrayé les chroniques des journaux est également racontée. Mais c'est un événement tout à



Photo Irène Elster

fait exceptionnel, qui n'est pas représentatif de l'esprit de la profession.

H.R. : À votre connaissance, trouve-t-on la même réalité sociale et urbaine dans d'autres villes européennes ? (Je pense par exemple, à ce quartier de Rome, dit des « boutiques obscures ». (Cf. Modiano)

N.V. : Il existe beaucoup d'autres « Sentier » en Europe. C'est devenu presque un nom commun générique: on parle du Sentier de Lyon, du Sentier de Marseille, du Sentier de Bologne. Ces « Sentier » désignent des quartiers voués à l'activité textile, en plein centre-ville. Un des témoins du livre raconte même son expérience dans le Sentier de Sao Paulo ! Nancy Green le compare à la Septième Avenue de New York. Mais je pense que le Sentier parisien est unique en son genre, et ceci à plusieurs titres. D'abord par sa puissance économique. Il a été le premier centre textile d'Europe et représente encore dans les années 90 vingt-cinq pour cent de la production textile française. Une puissance qui est liée, bien sûr, à l'image de « Paris, capitale de la mode ». Son autre spécificité est liée à la population qui le fait vivre, à toutes ces vagues d'immigration qui l'ont porté. « Morceau d'Orient en plein Paris », dirait Edgar Morin. Vie de shtetl, diraient les autres. Je pense que le Sentier est une réalité sociologique, historique et économique, unique au monde. ■



Photo Irène Elster

² Il s'agit, faut-il le rappeler, d'une vaste affaire d'escroquerie fiscale, impliquant des dizaines de sociétés, et qui est actuellement en cours d'instruction. Le lecteur est renvoyé au livre de Nadine Vasseur.

DIASPORIQUES est une revue trimestrielle de réflexion politique et culturelle éditée par le Cercle Gaston-Crémieux.

Directeur de la publication : Henri Korn. Comité de rédaction : Dorothee Rousset, Antoinette Weil, Richard Marienstras, Philippe Lazar, Jacques Burko (secrétaire de rédaction). Conseil d'orientation : les précédents plus Elise Marienstras, Françoise Weil, Edmond Kahn, Alfred Spira. Correspondant aux États-Unis : Nelly Furman. Correspondant pour la Bosnie : Carol Mann. Maquette : Corinne Dupuy. Mise en page : J.-François Lévy. Illustrations : Irène Elster. Dessins : Claude Font. Travaux graphiques : Benjamin Lévy. Assistance technique : J-P. Brillot. Corrections : Antoinette Weil. Impression : Imprimerie Lienhart, Aubenas. N° ISSN 1276 4248.

Les textes publiés par *Diasporiques* n'engagent que la responsabilité de leurs signataires.

Prix au numéro : 35 francs (5,33 Euros). Abonnement annuel : 120 francs (18,29 Euros). Abonnement de soutien : 200 francs (30,48 Euros) ou plus. Pour s'abonner, envoyer ses nom et adresse, avec un chèque à l'ordre du cercle Gaston-Crémieux (*Diasporiques*) à :

Jacques Burko ; 56, rue de La Rochefoucauld, 75009 Paris.

Cercle Gaston-Crémieux : Pour tout renseignement sur le Cercle et sur son fonctionnement, ainsi que pour une éventuelle adhésion, s'adresser à Jacques Burko, à l'adresse indiquée ci-dessus.

Le Cercle a été fondé en 1967 par : Joseph Huppert, G. Isotti-Rosovsky, Claude Lanzmann, Philippe Lazar, Jacques Lebar, Richard Marienstras, Léon Poliakov, Oscar Rosovsky, Rita Thalmann, Pierre Vidal-Naquet et Raphaël Visocékas.



Le Juif de Stendhal

Michel Décourt

Plusieurs éditeurs des œuvres romanesques de Stendhal ont jugé dignes d'y figurer différentes ébauches souvent aussitôt délaissées que commencées. Ainsi Michel Crouzet ouvre son édition des romans abandonnés de Stendhal par un texte d'une vingtaine de pages, *Le Juif*. A-t-on besoin d'expliquer aux lecteurs de *Diasporiques* comment on a eu le désir de le lire ?

Pendant une traversée maritime, un homme a entrepris de raconter à quelques passagers "l'histoire de [s]a malédiction [...] et de [s]on voyage en France". La scène se passe une nuit de l'année 1829, sur un bateau qui vogue vers Venise. Par son aspect fragmentaire, le texte est d'une modernité saisissante. Le lecteur, en effet, entre dans ce récit dialogué à la manière d'un auditeur indiscret. Il est ainsi, d'abord, *embarqué* dans l'histoire de Filippo Ebreo qu'il intercepte dans le cours de sa narration :

- J'étais alors un fort bel homme...
- Mais vous êtes encore remarquablement bien...
- Quelle différence ! J'ai quarante-cinq ans : alors je n'en avais que trente; c'était en 1814. Je n'avais pour moi qu'une taille avantageuse et une rare beauté. D'ailleurs, j'étais juif, méprisé de vous autres chrétiens, et même des juifs, car j'avais été longuement excessivement pauvre.

Le texte déroule par vagues la confiance du juif. Les rares interruptions d'un narrateur transparent ne parviennent pas à le faire pencher du côté d'une reconstruction littéraire, si bien que le lecteur croit avoir sous les yeux la restitution d'une vraie conversation. L'arrêt du discours de Filippo Ebreo peut alors passer pour un défaut dans son enregistrement, un brouillage intempestif qui laisse l'indiscret récepteur sur sa faim. Mais l'essentiel est sans doute qu'il aura eu l' "histoire" promise.

Rappelant le souvenir de l'année 1814, le juif dépeint à ses compagnons de voyage quel homme il était alors, obsédé de la "seule passion" qu'il se soit jamais connue, celle qu'il nourrit pour l'argent ! D'aussi loin qu'il remonte, il eut le goût et le don du commerce. Bien minces affaires que ses premières, puisqu'il s'agissait d'économiser chaque jour, sur la revente de quelques mouchoirs, cinq sous. Malgré sa mère et sa sœur qui, dès qu'il a "ramassé un petit pécule", se réconcilient avec lui pour le lui dérober, Filippo Ebreo se trouve en 1805, à l'âge de vingt et un ans, à la tête d'un capital de mille francs. C'est alors qu'il eut le "malheur de devenir amoureux d'une fille de [s]a nation nommée Stella" dont les frères et le père prirent en fait le relais de sa propre parentèle pour le voler et pour le ruiner à tel point son crédit auprès de ses fournisseurs qu'il lui fallut se sauver de Venise. Dès qu'il put y régler ses dettes, il y revint, épousa Stella et comprit qu'il serait toujours, dans cette ville, "dupe de [s]a famille". Commence alors une

vie itinérante dont les étapes sont autant d'épisodes commerciaux malheureux, bien qu'ils aient souvent commencé sous les meilleurs auspices. De ville en ville, notre juif arrive en France, à la suite des armées de l'Empereur, cantinier d'un régiment de Croates². À Valence, alors envahie par les alliés austro-hongrois, il retrouve, à point pour le sauver d'un mauvais pas, un soldat français qui avait logé autrefois chez son père, à Vicence. Cet homme, ému de ces retrouvailles, veut faire épouser à Filippo Ebreo sa sœur Catherine, une "grande belle fille de dix-huit ans". C'est le coup de foudre entre eux, mais Ebreo quitte un jour Valence : il est marié à Venise... Catherine le rejoint pourtant sur la route de Lyon et elle ne va plus quitter son amant. Dix-huit mois de bonheur passent jusqu'au jour où un homme rappelle à Ebreo l'existence de sa femme et de leur fils qu'il a abandonnés. Pour ce fils, il décide de regagner l'Italie et quitte en secret Catherine. En route, tenté par un peu de contrebande avant de passer la frontière, il est arrêté et il tue un douanier. Peu après, sa voiture verse et il se casse la jambe...

"Catherine m'a maudit, pensai-je; le ciel est juste; je vais être reconnu et pendu dans deux mois."
Rien de tout cela n'arriva.

C'est ainsi que se rompt le discours de Filippo Ebreo, juste après qu'on a su l' "histoire de [s]a malédiction". Si l'on s'en tient à sa curiosité première, celle qu'avait aiguisée le titre de Stendhal, on sera inévitablement déçu. Cette "malédiction" qui traverse le récit du juif n'est pas celle qui taraude son peuple, mais simplement celle, fantasmée, d'une amoureuse abandonnée. Quant aux nombreux malheurs qui ont accablé de tout temps Ebreo, et dont l'accumulation pourrait faire penser à une malédiction bien plus essentielle, ils sont finalement rapportés avec une sorte de détachement et rien n'autorise jamais à les imputer à une malédiction divine. Au contraire, Filippo Ebreo triomphe toujours de ces malheurs et, tel Candide, il remercie Dieu de l'y avoir aidé, dans un entier abandon à sa volonté.

Aveuglé par ses attentes, le lecteur se sera ainsi mépris sur la nature de la "malédiction" dont Filippo Ebreo fait



Cavalier, dessin de Stendhal
in *Vie de Henry Brulard*

¹ STENDHAL. – *Romans abandonnés*, présentés et annotés par Michel Crouzet. – U.G.É., 1968. – (10-18).

² Ces Croates au service de Napoléon sont indifféremment appelés aussi "Cosaques" dans l'histoire de Filippo Ebreo.



l'objet de sa confiance, mais il aura pu s'amuser, au fil des pages, à rassembler les éléments d'une typologie juive. Le héros du *Juif* semble une caricature. Sa soumission à la volonté de Dieu en fait une sorte de marionnette ; quoi qu'il lui arrive, c'est un signe divin, jusqu'à la "malédiction" imaginée d'une Catherine métamorphosée en Érynie. Fataliste en tout, il pense que son don même pour le commerce vient d' "une bénédiction de Dieu". Sa passion pour le gain, plus que pour l'argent, car ce qu'il aime en fait, c'est le bénéfice qu'il retire de son commerce, l'apparente directement au type de juifs qui font profit de tout. Ne faisant pas mystère de sa passion, il régale son auditoire, lorsqu'il s'exclame comme pour lui-même :

- Le fait est, Messieurs, que je n'aimais plus que l'argent. Ah ! je l'aimais bien !

L'extrême mobilité d'Ebreo peut aussi être rattachée à cette typologie, et l'on peut parler d'errance pour caractériser son incessante fuite devant l'adversité. C'est elle, tout autant sans doute que la situation politique de l'Europe en ces temps troublés de la débâcle napoléonienne, qui explique son plurilinguisme. Le juif de Stendhal "sai[t] vendre en six langues différentes", il "parle fort bien" le français et connaît le hongrois. Enfin, l'auteur n'oublie pas l'infamie qui marque le peuple juif : c'est elle qui autorise un douanier chrétien à injurier Ebreo, en le traitant de "chien de juif"... Dès le début de son histoire, Filippo Ebreo a associé le fait d'être "juif" et "méprisé de vous autres chrétiens". Il est amusant d'entendre sa réponse à l'intervention aimable d'un de ses auditeurs :

- On a le plus grand tort de mépriser...

- Ne vous mettez pas en frais de phrases polies : je me sens ce soir disposé à parler, et, pour moi, je ne parle pas ou je suis sincère.

Juif, Ebreo l'est sans contester, mais comme un type romanesque. C'est comme un nom de guerre que son patronyme résonne, que l'on ne s'y trompe pas ! Si notre auteur s'amuse avec les clichés dont il habille son causeur,

c'est principalement l'énergie débordante de Filippo Ebreo qui le captive. Henri Beyle en a connu des juifs, mais il ne s'est pas forcément arrêté à leur judéité. Ainsi Jacques Birnberg, dans un essai sur le thème du juif chez Stendhal³, rappelle-t-il que ni son journal ni sa correspondance ne donnent à lire qu'il ait accordé de l'importance à ce qu'une de ses maîtresses, Angelina Bereyter, fût juive. Ce n'est qu'un exemple, mais il ressort de cette étude que, dans sa vie, Henri Beyle faisait peu de cas de l'appartenance de ses fréquentations à la communauté juive. Lorsqu'il s'en souvient, c'est pour épingler quelques clichés qui ne prêtent pas à commentaire. Ainsi, à la date du 14 janvier 1808, note-t-il dans son journal : De toutes nos connaissances de Brunswick, le seul qui ait réellement de l'esprit c'est Jacobsohn. Il joint à son esprit toute la finesse d'un juif qu'il est, et deux millions.⁴

Si le protagoniste du *Juif* est juif, c'est en fait tout simplement parce que Stendhal a écrit d'après nature. Filippo Ebreo a existé, sans doute sous un autre nom, ou sous son seul prénom... Filippo, le juif. L'auteur a fait le reste.

Le texte, publié pour la première fois en 1855 par Romain Colomb, le cousin et l'exécuteur testamentaire de Henri Beyle, est précédé de cette indication qui renseigne sur les circonstances de sa rédaction :

Aux curieux

*Trieste, les 14 et 15
janvier 1831*

*N'ayant rien à lire, j'écris.
C'est le même genre de plaisir, mais avec plus d'intensité. – Le poêle me gêne beaucoup. Froid aux pieds et mal à la tête.*

À cette date, le consul Beyle est bien à Trieste. Quelques jours plus tôt, il s'est rendu pour son travail à Fiume, l'actuel Rijeka, port de la côte dalmate et possession hongroise jusqu'en 1914. Dès son retour, il commence à écrire *Le Juif*. Frappés par l'aspect dicté du texte, comme par la singularité du personnage, des commentateurs ont pensé que Stendhal n'aurait



Stendhal en Italie, dans les années 1830 (dessin par J-B. Wicar)



fait que transcrire les paroles d'un voyageur effectivement rencontré en bateau. Michel Crouzet apporte une pièce à cette enquête, éclairant l'idée d'un souvenir vrai de Stendhal, lorsqu'il renvoie à un *marginalia* du manuscrit de *Lucien Leuwen*. En date du 21 novembre 1834, l'auteur évoque en effet le "juif de Fiume"...

Quelle importance, me direz-vous, accorder à ces détails ? Ils entérinent l'idée que la judéité du protagoniste de ce court texte n'est pas signifiante, n'ayant pas été délibérément choisie. Ce qui a pu séduire Henri Beyle chez le modèle réel de son Filippo Ebreo, c'est avant tout l'aspect picaresque de sa confiance, l'énergie d'un homme refusant de se laisser abattre par l'adversité. Son fatalisme et sa croyance dans les signes d'en haut l'apparentent aussi aux héros stendhaliens. Enfin, Filippo dit avoir été "le plus joli garçon de Venise". L'on se souvient que le texte s'ouvre sur la beauté de cet homme, confirmée par un de ses compagnons de traversée, beauté si étrangère à la personne du consul qu'il s'est plu à en parer ses héros.

On se laissera donc aisément convaincre de la séduction du juif que Stendhal a pu croiser en voyage. Il est en outre une singularité du modèle de Filippo Ebreo que l'auteur, décidé à ressusciter la voix de ce compagnon de passage, s'est plu à rendre, à plusieurs endroits de la narration, c'est sa ferveur de causeur. Filippo aime conter. Il promet une histoire, se perd dans les dédales de sa mémoire, emprunte des détours mais, quand ses auditeurs manifestent de l'impatience, il les menace d'interrompre sa narration, s'ils ne se montrent pas plus compréhensifs :

- Mais nous voici bien loin, dis-je, de la *malédiction* dont vous avez été victime en France.

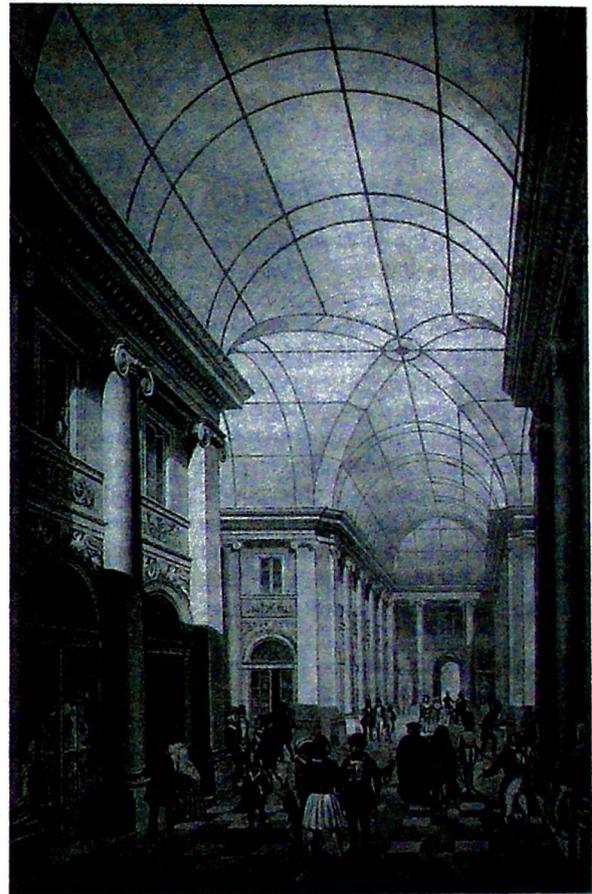
- Vous avez raison, dit le juif; mais, si vous ne voulez pas que j'achève en peu de mots, je vous le promets, l'histoire de mon mariage, je me tairai ; je ne sais pas pourquoi, aujourd'hui j'aime à parler de Stella.

Dans le cours même de son récit, cette joie à conter est mise en abîme. À un moment, il se rappelle être entré au service d'un avocat de Padoue et... "dès le lendemain, comme il s'ennuyait, personne n'étant venu le voir, je lui racontai toute mon histoire".

Je ne cherche en rien à dire que le goût des histoires soit une spécialité juive ! Il me paraît simplement que ce compagnon de voyage a offert à Henri Beyle un reflet de sa propre gourmandise à conter, et cela seul peut expliquer qu'il en ait fait un de ses personnages. Filippo Ebreo pourtant est bien

³ "Energie et infamie ou la revitalisation des stéréotypes. Le thème du juif." - *Stendhal Club*, n°111, 15 avril 1986, p. 185-197.

⁴ *Journal*, dans *Œuvres intimes I*, Pléiade, p. 487.



Trieste au temps de Stendhal (gravure de Caroretti)

plus qu'un simple personnage : cette emprise du récit sur lui en fait l'auteur incessant de son histoire.

On pourra contester ici la présence du *Juif* parmi les romans abandonnés. L'histoire de la malédiction d'Ebreo n'a-t-elle pas été livrée ? Que le texte semble sans début et sans fin atteste seulement le caractère de causerie que Stendhal a voulu conserver à cette confiance. Bien plus, son propre effacement fait éclater l'autonomie des paroles du juif. Stendhal n'en semble plus que le secrétaire. Il lève le voile sur un de ses souvenirs, un peu comme un lecteur ouvre un livre connu à n'importe quelle page, sûr de s'y fondre aussitôt.

Dans la froideur et l'ennui de ce mois de janvier de 1831, le consul Beyle a voulu, en l'écrivant, relire pour lui l'histoire de cet auteur plein de dons que fut le juif de Fiume. La note personnelle par laquelle débute son texte ne valide-t-elle pas cette hypothèse ? "N'ayant rien à lire, j'écris. C'est le même genre de plaisir, mais avec plus d'intensité." ■

Un très chaleureux merci au groupe de généreux donateurs qui viennent de nous apporter un fort encouragement à aller de l'avant. Ils ont souhaité garder l'anonymat, ils se reconnaîtront !

La rédaction de Diasporiques



Neve Shalom / Wahat as-Salam Une expérience pionnière de cohabitation en Israël

Daniel Sée, Secrétaire Général Adjoint
de l'Association Française des Amis de Neve Shalom / Wahat as-Salam¹

Les origines du village

Neve Shalom / Wahat As-Salam est un village israélien, situé entre Tel Aviv et Jérusalem, sur un terrain proche de l'Abbaye de Latrun. Les quelque cent cinquante habitants qui y vivent sont tous Israéliens et travaillent sur place ou dans les villes environnantes. Le village a été construit sur une colline avec une vue superbe sur des alentours champêtres et boisés. Les maisons sont situées le long de la route circulaire entourant la colline.

Bien banale, cette description ! Non, rien n'est banal dans ce village :

D'abord son nom, qui signifie, en arabe et en hébreu, « oasis de paix ». Puis sa naissance, en 1970. Son créateur, Bruno Hussar, aujourd'hui décédé, issu d'une famille juive égyptienne, vient en France pour devenir ingénieur de l'Ecole Centrale de Paris, se convertit au catholicisme, entre chez les Dominicains, émigre en Israël et finalement adopte la nationalité de ce pays en 1966. Ce pionnier décide de créer un lieu où Juifs, Arabes et Chrétiens vivront ensemble – non pas un lieu de prière, mais bien un lieu de vie. Il loue un terrain désert à l'Abbaye de Latrun et y construit une cabane. Anne Le Megnen, qui habite toujours le village et y travaille, le rejoint un peu plus tard. Une première famille juive s'installe, puis une deuxième, ensuite une famille palestinienne, d'autres suivent... Aujourd'hui le village compte pas moins de trente deux foyers, répartis à part égale entre foyers juifs et palestiniens.

La vie du village est organisée sur des bases démocratiques. Tous ses habitants participent aux assemblées générales. L'exécutif est pris en charge par un secrétariat et un secrétaire, élus chaque

année. Le village est n'est affilié à aucun parti. Les habitants du village démontrent ainsi qu'il est possible de coexister au sein d'une communauté fondée sur le respect réciproque des identités nationale, culturelle, religieuse ou politique de chacun et sur une coopération de tous dans la vie quotidienne. Chaque famille vit dans sa maison et élève ses enfants selon ses vœux, ses coutumes, ses croyances. Certains habitants du village souhaitent maintenant la création d'un centre spirituel pluraliste, destiné à permettre l'expression de toute forme de spiritualité, et qui porterait le nom du fondateur du village, Bruno Hussar.

Le choix que fait une famille d'habiter le village n'entraîne évidemment pas pour autant la disparition de tout conflit et chaque période de tension au Proche-Orient entraîne des discussions passionnées entre ses habitants.

Le village aujourd'hui

Les principales activités communautaires du village concernent l'éducation et la formation. Quatre structures éducatives se partagent cette responsabilité : une crèche, un jardin d'enfants, une école primaire et enfin une « école pour la paix », qui concerne, elle, les lycéens, les étudiants et les adultes.

La crèche, le jardin d'enfants et l'école primaire accueillent actuellement environ deux cent cinquante enfants, dont la moitié sont musulmans, une petite moitié juifs et les autres, une quinzaine,

chrétiens ou d'une autre religion. Beaucoup de ces enfants viennent non du village lui-même mais de villes voisines : une cinquantaine de Lod, une vingtaine de Ramle, une vingtaine de Jérusalem.

Ces enfants apprennent à vivre ensemble et à s'enrichir de leurs différences. Les deux langues, l'hébreu et l'arabe, sont

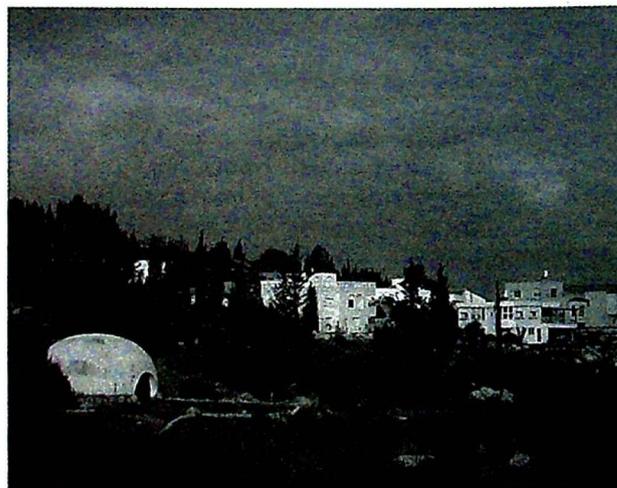


Photo Neve Shalom

utilisées simultanément dès le jardin d'enfants. L'enseignement comporte une part essentielle de formation culturelle, qui porte à la fois sur les éléments constitutifs d'une identité et sur les échanges interculturels (littérature, traditions, etc.). Juifs et Palestiniens participent de façon égalitaire à cet enseignement et à sa gestion.

L'école primaire, unique en son genre en Israël, a été promue en 1997 « école expérimentale ». Elle associe au programme officiel d'enseignement de nombreuses activités éducatives appropriées à la poursuite des objectifs du village. Un centre d'apprentissage du langage veille notamment à équilibrer les niveaux des enfants dans les deux langues. L'enseignement de l'anglais y est précoce (mais, pour le moment, pas

¹ Les Amis de NS/WAS, 251 av. du Maréchal Juin, 92100 Boulogne-Billancourt, Tel : 01 14 14 05 72, Fax : 01 42 71 46 32, Courriel : ds@nswas.com



celui du français !). Le Ministère de l'Éducation israélien finance évidemment l'école primaire pour ses activités « ordinaires » mais le développement de ses spécificités repose essentiellement sur des dons. Ceux-ci proviennent d'une quinzaine de pays, au travers d'associations amicales de soutien au village ainsi que par le biais des ministères concernés par l'éducation et la formation.

L'école pour la paix, quant à elle, ne peut compter que sur ses généreux donateurs... Elle organise différents types de rencontres entre Juifs et Palestiniens, qui visent toutes à promouvoir la connaissance, la compréhension et le dialogue entre les deux peuples. Depuis sa création, en 1979, plus de 20 000 jeunes ont pris part

à ces rencontres, ainsi que plus de 2 500 adultes, dont un bon nombre sont engagés depuis lors dans d'autres organisations œuvrant pour la paix. L'équipe de direction de l'école comprend un nombre égal de « modérateurs » palestiniens et juifs. Tous ont une formation universitaire en sciences humaines et sociales et une formation spéciale dans la conduite des groupes en conflit. La plupart sont membres du village. Toute rencontre est menée par deux d'entre eux, l'un juif et l'autre palestinien. L'école organise sur ce modèle des stages pour lycéens juifs et palestiniens, des rencontres entre juristes, historiens, femmes juives et palestiniennes, etc. Des réunions ont même pu être organisées entre Palestiniens israéliens et Palestiniens des Territoires. La langue demeure toutefois

un problème : tous les Palestiniens à passeport israélien (c'est ainsi qu'ils se définissent) parlent l'arabe et l'hébreu alors que les Juifs, dans leur grande majorité, ne parlent que l'hébreu...

Une centaine de nouvelles familles ont demandé à s'installer au village, ce qui en triplerait la population. Des chantiers de construction de nouvelles maisons et d'écoles sont ouverts... Le village dispose d'une hôtellerie apte à recevoir des visiteurs individuels et des groupes. Si vous allez en Israël, pourquoi n'iriez-vous pas vous-même passer une journée à Neve Shalom / Wahat as-Salam² ? ■

² Neve Shalom / Wahat as Salam, Doar Na Shimson, 99761 Israël, Tel : 972 2 9917160, Fax : 972 2 9917412, <http://www.nswas.com>

En souvenir des Juifs d'Irak

Antoine SAFAR

Des Juifs ont été condamnés en Iran cette année, parce qu'ils étaient Juifs. Les efforts du pouvoir iranien pour présenter d'autres raisons à leur malheur ne trompent pas. Le monde a respiré pourtant à l'énoncé du verdict : le pire n'a pas eu lieu. Ce n'est pas comme cela que les choses se sont passées en Irak, il y a des années. L'exécution de plusieurs Juifs à Bagdad en 1967 est aujourd'hui injustement oubliée. Un témoin nous la rappelle opportunément :

Je ne suis pas Juif, je n'ai aucune relation avec Israël. Je suis simplement un homme de bonne volonté. En 1967, je représentais à l'étranger une société internationale basée à Genève. De ce fait, je faisais notamment de fréquents voyages à travers les pays arabes. Un jour, je devais me rendre à Bagdad. Des amis juifs vivant en Suisse me demandèrent de remettre à leurs proches restés dans la capitale irakienne des lettres, simplement pour leur donner des nouvelles. C'était juste après la Guerre des six jours. En recherchant les destinataires de ces missives, j'ai vu des familles cloîtrées chez elles, tremblant de peur... On leur avait coupé les lignes téléphoniques ; elles n'avaient plus le droit de sortir de chez elles, et en particulier de fréquenter l'unique club de bridge où les Juifs et les non-Juifs se réunissaient pour passer le temps. L'un d'eux, un cardiologue, refusa de prendre les lettres que je lui tendais et me demanda de quitter immédiatement sa clinique. À dire vrai, je

commençais à avoir des crampes d'estomac. La peur... la peur... partout, la peur. Que faire des lettres encore en ma possession ? Je pris mon courage à deux mains et me rendis chez un rabbin de Bagdad. Ce dernier me reçut avec calme et dignité. Il me présenta son fils qui s'assit avec nous. Je le priai de distribuer lui-même les lettres qui me restaient. Mis en confiance, le rabbin me raconta la vie des Juifs d'Irak sous la terreur. On leur refusait et la vie normale en Irak et les visas pour en partir. Il me demanda de ne plus remettre les pieds chez lui, « car, me dit-il, vous ne savez pas qui pourrait dénoncer : le chauffeur de taxi qui vous a déposé ici ? Le cireur de souliers posté juste en face de ma maison ? La standardiste de votre hôtel ? Le concierge ? S'il vous plaît, enchaîna-t-il, dites à nos parents et à nos amis que nous nous portons bien. Mais, de grâce, ne contactez plus les Juifs de Bagdad, parce que vous les mettez en danger et que vous serez en danger vous-même... Et on ne sait ce qui peut arriver à

celui qui entre dans les geôles irakiennes. » Il m'accompagna à sa porte, avec un sourire triste.

Je quittai Bagdad avec la hantise d'avoir sa police à mes trousses, tout en me promettant de témoigner partout de ce que j'avais vu, de parler du sort des Juifs d'Irak. Mais le pire était à venir. Quelques mois plus tard, me trouvant à Londres, j'ouvris un journal et tressaillis d'effroi : quarante personnes venaient d'être pendues à Bagdad pour espionnage au bénéfice d'Israël. Dans la liste des suppliciés, je reconnus les noms de Juifs et de non-Juifs qui m'avaient aimablement reçu peu de temps auparavant. Parmi eux, le fils du rabbin. Et aussi des gens qui, comme moi, avaient naïvement transmis des lettres innocentes à ces malheureux. Aujourd'hui, le sort des prisonniers en Iran réveille en moi le cauchemar qui n'a cessé de me hanter depuis plus de trente ans. Tant que je serai en vie, je continuerai à parler des quarante innocents pendus à Bagdad, dans l'indifférence du monde. ■



Que m'ont transmis mes parents ?

Henriette Asséo

Le temps est-il mesurable à la même aune lorsqu'il s'agit de parler de destin collectif ou de vie individuelle ? Je me suis longtemps sentie mieux existante des « miens » que de moi-même, de la trame d'une histoire qui ne fut pourtant jamais racontée, ardemment confondue avec l'estime de soi. Je disais, en ces temps d'apaisement qui faisait prendre l'absence de douleur pour du bien vivre, que je savais enfin où était ma place, que, longtemps exilée de moi-même, j'étais enfin rentrée en moi, fière des efforts subis mais non consentis. Mais il y avait là bien du leurre. J'avais mis dans ce que j'imaginai comme une sorte de restauration de la continuité historique familiale la justification de mon être en posant « le métier d'historien » à distance de la souffrance de mes parents, mais ce qui aurait dû s'affirmer en une conquête épique m'apparut tout à coup comme un sauvetage mesuré.

De souriants visages d'avant-guerre, photographies légères sur la commode maternelle, angle discret d'un cadre sur le bureau paternel étaient devenus des morts comme les autres ; il n'y avait plus de fosse commune sur laquelle se pencher, absorbée par le vide de leurs trop nombreux ossements. Devant les feuilles de papier, j'en appelais à « mes » morts. Ils se glissaient sous une plume complaisamment confite en dévotions morbides. Je ne savais pourtant d'eux que ce que j'avais appris secrètement. Chez moi, on ne parlait jamais de la famille déportée. C'est-à-dire que l'on ne parlait jamais de la famille tout court.

Consciente pourtant de ne pleurer que des êtres que je n'avais pas vu mourir, je me refusais au rôle que ma génération s'est octroyée par une savante captation d'héritage. Je ne serais pas l'héritière appointée d'un trop grand deuil collectif qui ne me faisait même plus souffrir. Mais il fallait bien admettre le corollaire : s'il y avait une vraie imposture à parler des morts, comment parler des vivants ? Il fallait donc accepter d'avoir des peurs

bien à soi, des fantasmes de son époque, agir et babiller avec son temps, volaille cahotante dans une volière cacophonique. Il faudrait vivre et mourir sans recul. J'avais été une petite fille d'après-guerre, une adolescente en état d'apesanteur, une chose flottante au-dessus du coupable ; je muais – un bloc de prétention féminine sans en avoir l'air – et le cœur me manquait. J'avais appelé de mes vœux le répit et non la paix. J'avais cru être de trop, je craignais à présent d'être en trop. Des lignées de commerçants scrupuleux et méthodiques, d'intellectuels bavards m'avaient appris l'usage de la comptabilité en partie double. Que le bénéfice comble le passif, soit, mais je ne voulais pas de reste. Je voulais être une, c'est-à-dire nulle comme la loi.

Je soupçonne là plus d'un indice car notre génération est bien trop savante pour être innocente. Il est un fait que cette génération qui fut déclarée iconoclaste a été longtemps plus conformiste que tout autre. J'ai eu le sentiment d'appartenir à un monde de plagiaires. Pâles copies en perpétuel devenir de nos parents tant aimés, nous nous fâchions de nous ressembler et nous supportions mal de nous fréquenter. Élèves modèles, nous avons tout fait pour rater nos examens et conquérir ainsi le droit à la vie. Génération de la possible Révolution, nous avons eu honte de notre lucidité et de notre grand savoir-faire.

C'est que l'on a voulu faire de nous des êtres sans passé. Nous avons bien failli devenir des adultes sans morale. On nous voulut heureux et sans mémoire dès notre prime jeunesse. Nous le fûmes peut-être si le bonheur est un état larvaire, sans pincement et sans émotion, comme étal.

Enfantés à la Libération, nous devions être les gages d'une normalité retrouvée. Nous sommes devenus une fin en soi, celle de nos parents, comme étonnés de notre présence. Libération ne veut pas dire uniquement délivrance des mères. Elle entreprit de nous nourrir, ma belle

génération de la Résistance, se mit au travail, fit la queue, compta ses coupons, et contempla sa jeunesse doublement perdue.

Les parents, occupés à tenter de reconstruire une existence désarticulée, nous laissèrent une grande liberté et montrèrent, pour notre apprentissage de la vie, une confiance absolue dans l'école publique. Nous avons grandi ainsi, de « bons points » en suppléments d'âme. On se regardait pousser, on s'écoutait mûrir. Dans chaque maison, on inscrivait d'un trait de crayon les progrès en mensurations des enfants. Voilà qui méritait de noircir un mur fraîchement ripoliné pendant les fins de semaine. Un futur dirigeant du mouvement maoïste abordait alors une barboteuse avec cette profession de foi brodée par les mains maternelles : « j'ai cinq ans ». Nous avons cru que la vie c'était tout uniment passer de classe et gagner des centimètres. Les plus malins, connaissant la fable du lièvre et de la tortue, décidèrent de partir à point. Ils ne s'inquiétaient pas du but mais de la manière. Ils voulaient être aviateurs, architectes ou ingénieurs. Les filles seraient vétérinaires, infirmières et même professeurs. On se crut indispensables parce qu'on travaillait gentiment en classe. Nous croisions nos bras, sages comme des images, et écoutions nos maîtres parce que nous n'imaginions rien de mieux à faire.

Les instituteurs d'après-guerre ont été les artisans d'un étrange malentendu. Ils nous récitaient une leçon à laquelle ils ne croyaient plus. Mais, conscients de la responsabilité qui leur incombait d'encadrer les premières générations de la scolarisation de masse, ils ne laissèrent rien transparaître de leur scepticisme. En ces temps là, les débats sur la méthode globale remplacèrent les grands combats de la laïcité. L'école primaire enfin peuplée de tous, comme affolée de son triomphe, passa son temps à nous compter. Car la grande affaire de l'après-guerre, c'était de parvenir à nous caser.



Nous proliférions, issus d'un baby-boom sans hécatombe périnatale. Dans mon école communale de filles, en dixième, on nous entassa à cinquante fillettes dans un préau vétuste et glacial, déguisé en salle de classe par la magie de lourdes tentures noires façon catafalque pour un deuil de première classe en province. Chaque matin, nous pénétrions, en rang par deux, dans notre caveau collectif, éclairé par le doux regard de notre maîtresse qui parvenait à garder le sourire. Dans la cour de récréation, nous jouions sans remords, si nombreuses avec nos tabliers plissés. Mais nous manquions d'espace vital pour nos marelles.

L'école, toutes tendances confondues, s'accorda pour considérer la période de Vichy comme un lamentable *intermezzo*, tout juste digne des finesses de plume d'un Giraudoux. Bien assurés qu'on ne les y reprendrait plus, les maîtres jugèrent plus prudent d'effectuer la reconstruction de l'école républicaine sur la base d'un modèle qui avait fait ses preuves : celui d'avant 1914. Gommant largement la Résistance, ils offrirent à nos enthousiasmes enfantins de tendres Alsaciennes à peine défraîchies, de méchants Uhlans dépoussiérés et mimèrent « la dernière classe » en pensant à la retraite. Les héros proches étaient évincés des manuels mais de plus lointains en avaient disparu. Finis les Mermoz (et pour cause), les Pasteur, point de Jean Moulin ni de Saint-Ex., sauf pour une histoire compliquée de moutons.

La République des lettres enfantines inscrivit en creux une Marianne surnuméraire. On nous laissa Cosette, Bamban, le petit Chose, Le Médecin de campagne et les « cherche-pains » d'Ernest Perrochon. Des « lectures expressives » d'un misérabilisme noir qui nous arrachait les larmes avant de

nous rendre au tournant de notre onzième année plus hardies et passablement ricanantes. La pauvreté ambiante des années cinquante n'était plus une damnation populaire, elle était devenue un état social reconnu, une sorte de médiocrité transitoire, vaguement embourgeoisée.

Comme nous ne craignons plus rien d'autre que les mauvaises notes et les cauchemars, nous étions redevenues cyniques. On attendit les visites médicales en songeant à la mouche tsé-tsé. Voir Lambaréné et revivre. Collectivement arrachées aux maladies graves par la vaccination généralisée, on confondit la maladie et le remède. Libérées de la mortalité réelle, on devint morbides par l'imagination. Les maladies enfantines se succédaient qui ne portaient plus aux conséquences dramatiques antérieures. On disparaissait pour une rougeole ou des oreillons et réapparaissait à peine plus pâle qu'à l'accoutumée. Une fillette arriva avec le

différence. Nous étions pourtant parfaitement intégrées dans nos sombres et froides écoles, dans nos rues non ravalées mais si animées, sur les trottoirs où nous installions nos jeux, dans nos quartiers parisiens adorés comme une mère-patrie, dans les pique-niques de fin de semaine au Parc de Saint-Cloud pour prendre l'air, dans nos déambulations en parcourant la foire du Trône ou des rassemblements juchées sur les épaules de nos pères, dans le métro, au cinéma tous les samedi soir, à l'arrière de nos autobus à plate-forme ou en trottinette le long de nos rues archiconnues.

Mais il y avait le préau. On y rejoignait un monde de peurs enfantines laissées par les générations d'anciens élèves qui sautaient au visage des nouveaux venus le premier jour de classe. Vais-je me faire des camarades, les maîtresses ne sont-elles pas trop vaches ? Un de nos jeux préférés s'appelait : « je déclare la guerre à... ». Qui commandait dans ce préau de communale les luttes de clan, qui menait

les intrigues de parloir, les messes basses, les confréries éphémères, les sociétés secrètes avec langage spécial et encre sympathique, la mienne s'appelait « la main noire ».

Les clivages sociaux étaient subtils et imprévisibles mais une chose est sûre : dans la France soi-disant républicaine d'après guerre, une fillette fréquentant le catéchisme – c'est à dire la très grande majorité – ne nous

aurait jamais adressé la parole, non pas, parce que nous étions juives, mais parce que nous avions cru malin de camoufler notre identité sous l'étendard défraîchi de la lutte anticléricale et du capitaine Dreyfus.

C'est ainsi que nous fûmes prises au piège de nos propres stratégies, et que l'hypocrisie sociale imposée par le choix non concerté de nos familles ne fut levée par nous-mêmes qu'en mai 1968.



Photo H. Asséo

crâne rasé. On nous apprit qu'elle avait eu la typhoïde. Nous avons frémi. On ajouta qu'elle était tirée d'affaire et que ses cheveux repousseraient. Nous nous sommes alors désintéressées de son sort.

On voulut faire de nous la première génération saine, de « plein air », dans des gymnases surpeuplées. Nous ne rêvions que d'anémies pernicieuses et de pâleurs intéressantes. Du préau au pavé, voilà ce qui fera, pour certaines, la



Quel besoin avions-nous de mentir sur nos familles ? Comment s'appellent vos parents ? Où sont-ils nés ? « Vous n'avez pas besoin de dire que nous sommes Juifs », disaient nos mères, « ceci ne regarde personne ». Un jour ou l'autre, cela regarderait les camarades de classe passées à la maison, pour faire nos devoirs ensemble ou jouer, parce qu'il est normal (chez les filles) de parler de choses et d'autres parfaitement anodines. Comment s'appellent tes parents ? Où sont-ils nés ? As-tu tes grands-parents, des cousins ? L'injonction maternelle, « ne dis pas que nous sommes Juifs », rendait les réponses évasives puisque, pour ma mère, avouer une origine étrangère, cela voulait obligatoirement dire que l'on était Juif. Je ne devais jamais prononcer le nom de Salonique. Il est évident que tout cela tenait du fantasme, que mes camarades se seraient

souciées comme d'une guigne de l'origine de mes parents et qu'elles n'avaient sûrement jamais entendu parler de Salonique ; à cet âge-là, on cause pour causer.

Mais, pour moi, à cette époque, être juive se résumait en un secret honteux et en de non moins honteux mensonges qui en rajoutaient sur l'inconfort inhérent de la fin de l'enfance. C'était une identité de dissimulation qui me mettait mal à l'aise et m'angoissait. J'avais bien la vague intuition qu'il y avait aussi quelque part une splendeur familiale devenue inaccessible mais pour rien au monde je n'aurais interrogé mes parents.

Que m'ont transmis alors mes parents hormis la phobie du gaz et des ascenseurs métalliques, la culture française parfaitement maîtrisée, une prétention

intellectuelle cosmopolite néanmoins constamment affichée (à la maison, entre amis), des photographies heureuses d'avant-guerre d'une tribu aimante et triomphante, de Vienne à Salonique, de Paris à Marseille, de Vittel à Budapest ou à Smyrne, les œuvres complètes de Céline, que je n'ai jamais lues, d'Albert Cohen, lu, ce dernier, à l'âge de la comtesse de Ségur, un numéro d'août 1944 de *Shem*, une revue de Résistance, confidentielle pour tous sauf pour les Allemands, trois mots de judéo-espagnol, la recette des « *pastelicos* », le mythe du grand-médecin-toujours-disponible, et pour finir une chienne prédiabétique ?

Ils m'ont transmis leur amour de la liberté et leur sens de la solitude, et à ma fille ils auront transmis des souvenirs d'enfance dans un jardin de fleurs. ■

Retour à l'Abbé Grégoire :

L'abbé Grégoire et les Juifs

Françoise Weil

La publication récente du livre *L'abbé Grégoire, la politique et la vérité*, de Rita Hermon-Belot (Éditions du Seuil, 2000) donne l'occasion de revenir sur cet homme politique qui siégea successivement à l'Assemblée constituante, à la Convention nationale et au Corps législatif. Nous utilisons ici, outre l'introduction par Rita Hermon-Blot à son édition de *l'Essai sur la régénération... des Juifs*, publiée en 1988 dans la petite collection « Champs », les ouvrages de Robert Badinter, la correspondance de Grégoire, alors évêque de Blois, avec l'évêque de Pistoia et Prato Scipione de Ricci et divers ouvrages de Grégoire lui-même.

L'abbé Henri Grégoire avait été un des trois lauréats du prix de la *Société royale des sciences et des arts* de Metz pour l'année 1787 : « Est-il des moyens de rendre les Juifs plus utiles et plus heureux en France ? ». On sait que Metz regroupait alors la communauté juive la plus importante de France, environ 4 000 personnes, soit le dixième de la population juive de France. Quant à la notion d'utilité, elle ne doit pas nous étonner car elle était constante à l'époque. Essayer de rendre les Juifs plus heureux était plus original.

Le seul candidat juif (et l'un des trois lauréats), du nom de Zalkind Hourvitz, qui signait tous ses écrits « Juif polonais », avait inversé les termes et intitulé son mémoire *Apologie des Juifs en réponse à la question est-il des moyens de rendre les*

Juifs plus heureux et plus utiles en France ? Il réclamait pour les Juifs les droits de citoyens, la liberté d'action en matière économique, l'obligation de se servir de la langue française dans leurs livres et dans leurs contrats, l'ouverture à la jeunesse juive des écoles publiques, et l'obligation de s'habiller comme les chrétiens. Les rabbins et les syndic devaient renoncer à toute autorité en dehors de la synagogue, et ne pas en refuser l'accès à ceux qui se coupent la barbe, se frisent et s'habillent comme les chrétiens.

On retrouve cette idée de bonheur dans un premier mémoire publié en 1779 par l'abbé Grégoire intitulé *Sur les moyens de recréer le peuple juif partout et de l'amener au bonheur*. Il intitule son nouveau mémoire *Essai sur la régénération physique, morale et politique des Juifs*. Ce terme de « régénération » était un des mots clés des Lumières et de la Révolution. D'autre part, Badinter souligne la persistance des poncifs habituels, malgré les généreuses intentions de l'auteur : « Ils exhalent constamment une mauvaise odeur. »

En vingt-neuf mois d'existence, de mai 1789 à septembre 1791, l'Assemblée Constituante n'avait consacré que quarante heures de débats aux Juifs. Sur les 1 315 députés, à peine une trentaine sont intervenus dans la discussion ; moins d'une douzaine y ont joué un rôle effectif. On sait que c'est à la fin de septembre 1791 que l'avocat Duport réussit à faire voter le texte accordant



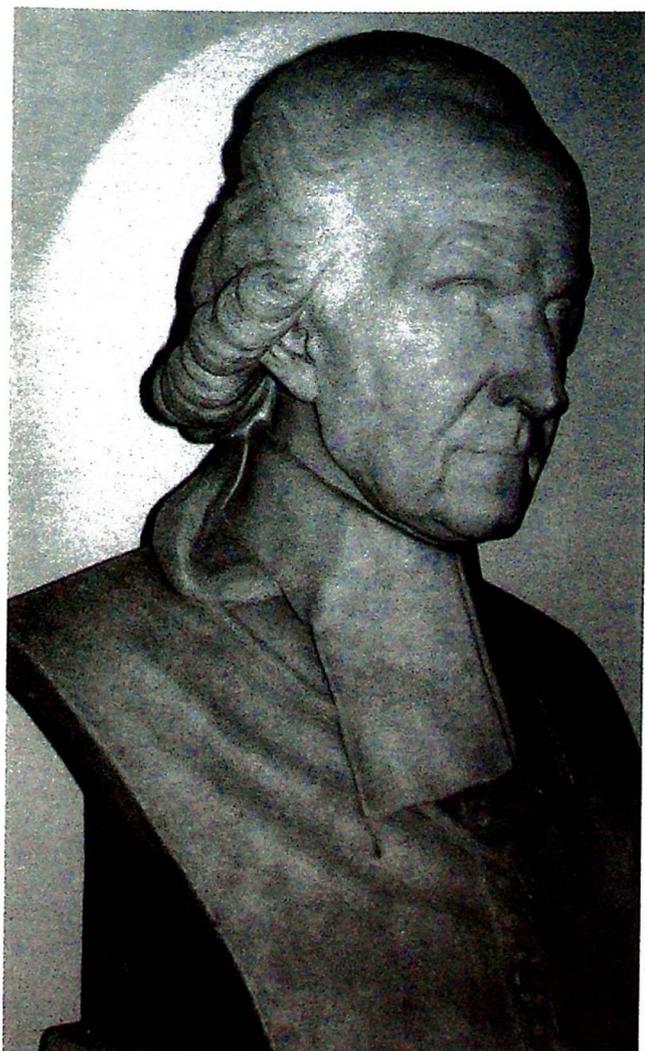
la citoyenneté aux Juifs. Mais Grégoire avait été leur défenseur acharné et il pourra s'écrier lors de la séance de la Convention du 1^{er} nivôse an III (21 décembre 1794), dans son *Discours sur la liberté des cultes* : « Je fus calomnié pour avoir réclamé la tolérance en faveur des Juifs, des protestants, des anabaptistes ».

Son intérêt pour les Juifs ne faiblit pas et Vaussard, éditeur de sa correspondance avec Ricci, rappelle que « l'importance qu'attache Grégoire à la vie des communautés israélites témoigne de son adhésion aux thèses millénaristes (croyance en une ère messianique de mille ans), qui trouvaient alors grand crédit dans les milieux jansénistes ».

Le 31 mai 1796 il écrit à l'évêque Ricci : « Les journaux nous ont annoncé une nouvelle assez surprenante : ils nous assurent que les Juifs de Livourne, d'après une espèce d'assemblée de rabbins des diverses contrées d'Italie, ont présenté au gouvernement de la Toscane un mémoire par lequel ils déclarent la translation du sabbat au dimanche, la faculté

accordée aux Juifs de manger du porc, etc. J'ai beaucoup écrit sur l'histoire des Juifs et j'aime à fixer les yeux sur ce peuple dont la dispersion est une des preuves de la religion chrétienne. Il m'importe beaucoup de savoir si le fait énoncé dans nos journaux est vrai ; ce serait peut-être un acheminement à la rentrée de ce peuple dans le giron de l'Église. »

Ricci répondit à Grégoire que ses informations n'étaient pas tout à fait exactes : « Il y a eu quelques questions sur les matières dont vous me parlez : la translation du sabbat au dimanche, la permission de manger du porc, etc. On a tenu ici quelques conférences. Mais le rabbin de Livourne, qui a consulté celui de Modène, a opiné contre ; et ainsi on s'est restreint à quelques petites permissions, comme de ne pas contraindre les femmes à porter la perruque, de cohabiter avec les maris dans certains temps prohibés, etc. En général la jeunesse juive et les plus instruits d'entre eux ne se soucient point de l'observance de leurs pratiques religieuses et rabbiniques. Mais ils ont encore quelque égard aux vieilles femmes plus bigotes. Au reste ils se rient de tout et il y a bien de l'incrédulité entre eux comme parmi les chrétiens. Ils sont pourtant bien informés de la religion chrétienne ».



Buste de Grégoire par David d'Angers

En 1806, en réponse à de nouvelles attaques contre les Juifs, Grégoire publie des *Observations nouvelles sur les Juifs et spécialement sur ceux d'Allemagne* où il reprend les idées qu'il avait déjà exprimées dans son mémoire couronné : « Si les Hébreux sont une race dégénérée, c'est l'ouvrage et le crime de nos ancêtres... L'espèce humaine est une et homogène... Au lieu d'être si exigeants envers des hommes qu'on a presque forcés à devenir vicieux, n'a-t-on pas lieu de s'étonner qu'on trouve encore chez les Juifs tant d'individus qui ont acquis des vertus et des lumières... Je regrette de n'en avoir vu aucun dans nos assemblées nationales où siégeaient indistinctement catholiques, luthériens, calvinistes, nègres et mulâtres ; mais plusieurs ont rempli avec honneur les fonctions de juges, administrateurs et municipaux ». Il s'en prend à ce propos aux rabbins : « leur ineptie ferait croire qu'ils n'appartiennent pas à ce siècle et leur despotisme est intolérable... Ils rétrécissent les âmes avec ces niaiseries dont leur mémoire est chargée et par une foule d'observances puérides, quelquefois même très indécentes, qu'ils imposent aux femmes surtout. Dans la crainte que la domination ne leur échappe, ils sonnent l'alarme dès qu'un Juif veut cultiver sa raison ». « Depuis quelques années », ajoute-t-il, « un esprit de réforme se manifeste parmi les Juifs de Livourne, qui en 1796 firent quelques changements à leurs rites ; parmi ceux d'Amsterdam... parmi ceux de Berlin... ».

Il faut lire attentivement ces *Observations*. Elles nous montrent que, tout en espérant que les Juifs deviendront un jour chrétiens, Grégoire considère avec bienveillance le mouvement appelé Haskala, même s'il n'emploie pas ce mot. Il exprime son admiration pour Moses Mendelssohn mort en 1786, pour Salomon Maimon mort en 1800, et pour un certain Bendavid qui est alors président de la Société des amis de l'humanité de Berlin, « auteur d'ouvrages profonds ». Qui sortira de l'oubli ce Bendavid, qui fut couronné par l'Académie de Berlin ? ■



Égalité n'est pas uniformité

Michel Dodet

Les sociétés démocratiques sont, par nature, toujours remises en question, toujours soumises à un questionnement salutaire sur ce qui en fait le fondement, sur ce qui peut en accroître précisément le caractère démocratique.

Dans ce débat permanent, le poids respectif des idéaux de liberté et d'égalité, la manière selon laquelle ils se combinent, constituent à la fois un classique et un argument puissant de la discussion. Ainsi en est-il, par exemple, des échanges qui durent depuis plus de deux siècles entre la France et les États Unis sur la portée et la signification de chacune des deux « Déclaration des Droits ». Les circonstances historiques et sociologiques ont fait que la Déclaration américaine a davantage mis l'accent sur la liberté et la Déclaration française davantage sur l'égalité.

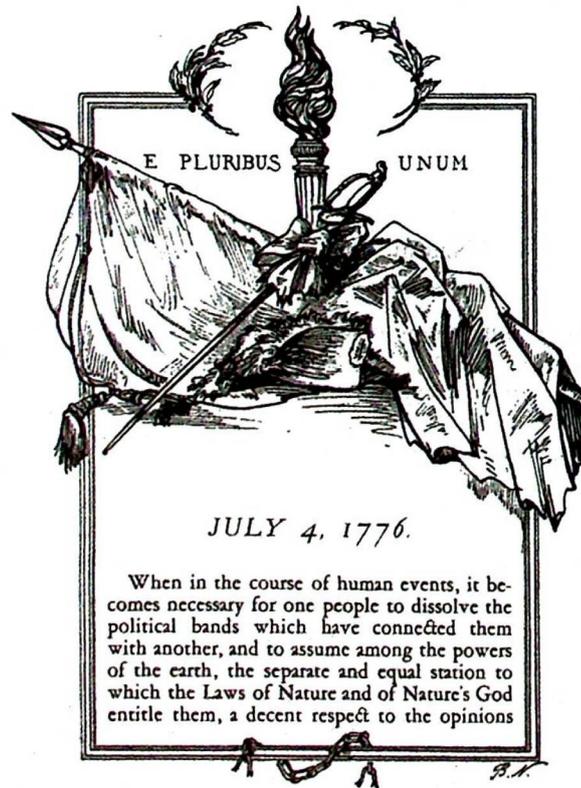
Cette histoire des origines continue de marquer profondément la pensée constitutionnelle des deux nations. On en trouve une illustration très actuelle tant dans le multiculturalisme, activement promu par les Américains, que dans la défense non moins ardente de l'unité nationale et républicaine en France. Quels que soient les doutes et les objections que l'on peut opposer au multiculturalisme et à la philosophie relativiste qui le sous-tend, et quelque étrangère que cette notion puisse apparaître à l'idée de nation telle que la philosophie politique européenne l'a créée et développée, le multiculturalisme peut néanmoins séduire dans un contexte où des évolutions souhaitées du cadre démocratique se heurtent à une définition que l'on voudrait immuable des concepts politiques. Une première alerte s'était

manifestée avec le mot d'ordre, heureusement rapidement abandonné, de SOS Racisme au début des années 90 sur le « droit à la différence » qui dénonçait, à juste titre sur le fond, à tort dans la forme, une conception rigide et fermée d'un principe d'égalité confondu avec un principe d'uniformité.

S'il est clair que nous n'avons rien à gagner à valoriser la juxtaposition de communautés définies sur des bases ethniques, culturelles, religieuses ou sexuelles et non politiques, il est non moins clair que nous avons tout à perdre

dizaine d'années : l'approfondissement de la construction européenne d'une part, le développement des lois de décentralisation d'autre part.

S'agissant de l'Europe, la réalisation de son imaginaire – comme des siècles de bruit et de fureur – impose l'ambition magnifique du dépassement du cadre national, ambition qui ne pourrait être que dramatiquement rabaissée par un effacement des cultures construites par le temps et l'histoire et dont la vocation est la confrontation pacifique pour servir un idéal commun.



à prétendre figer les concepts de base de la démocratie, à refuser de les revisiter régulièrement, en un mot, à les exclure du débat démocratique.

C'est pourtant cette attitude qui est adoptée face aux deux défis qui s'offrent à la nation française depuis une bonne

Ce qui est vrai à l'échelle supranationale ne l'est pas moins à celle de la nation elle-même qui ne peut qu'être que plus riche de ses différences, dès lors que celles-ci acceptent de s'inscrire dans un projet politique commun, fondé sur des idéaux partagés, par exemple – ce n'est pas le plus mauvais – les idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité. En d'autres termes, ce qui est important dans l'exposé précédent ce sont les mots « commun » et « partagés ». D'autres nations européennes ont su construire cette évolution sans mettre en péril leur principe, mais au contraire en installant des espaces de création et de liberté démocratiques à un niveau supérieur. C'est d'ailleurs bien en cela que les prétentions séparatistes d'un Umberto Bossi sont à la fois rétrogrades et imbéciles. Le problème corse, pour ne parler que de celui-là qui ne doit pourtant pas être

isolé de ceux des autres régions françaises, ne peut trouver de solution que dans un cadre rénové de la République, plus ouvert, plus imaginaire, plus audacieux, plus généreux, dans lequel il n'y aurait plus de modèle unique de construction et de fonctionnement des régions. ■



Bonnes feuilles

Le numéro 14 de *Diasporiques* rendait compte du livre de Yves Plasseraud, *L'identité*. Ce petit ouvrage clarifie bien des notions de l'actualité. Nous en donnons quelques extraits significatifs.

Irremplaçables différences

Les désordres ethniques et nationaux auxquels on assiste aujourd'hui universellement du Nord-Sumatra au Sud-Soudan, sans oublier les banlieues des métropoles occidentales, sont sans doute moins dus, comme on l'entend parfois dire, au déchaînement incontrôlé d'un excès d'identité, qu'à l'effet différé d'une insuffisante reconnaissance identitaire (le besoin de dignité) et à une frustration en matière de reconnaissance des cultures d'origine, notamment pour ce qui concerne les jeunes.

A contrario, une conscience d'appartenance, une certaine fierté de ses origines, une identité culturelle assumée, renforcées notamment par un maillage associatif, apparaissent comme de bons points d'appui en vue d'une insertion réussie dans le tissu social environnant. Un peuple qui a une claire perception de sa personnalité, et est en mesure de développer celle-ci paisiblement, a plus de chances de vivre heureux qu'une nation brimée dans son identité ou en recherche douloureuse d'elle-même. Depuis quelques années, psychologues et sociologues, d'abord aux États-Unis et au Canada mais aussi en Europe et notamment en Grande-Bretagne et en France, ont beaucoup étudié la fonction sociale des identités. Ils leur ont trouvé bien des vertus.

1 - Identité « particulariste » et paix civile

L'une des caractéristiques des sociétés modernes est l'atomisation de celles-ci en une nébuleuse de groupuscules qui perdent peu à peu le sens de la nécessaire solidarité entre eux, contribuant de ce fait à la déconstruction des mécanismes de médiation sociale, tissus de la vie nationale (A. Touraine) lentement élaborés dans les époques précédentes. Au stade extrême de l'évolution, comme l'avait bien pressenti Tocqueville il y a deux siècles, l'individualisme triomphe et les égoïsmes individuels, ne connaissant plus de frontière, conduisent à un complet désintérêt pour la chose publique. L'abstentionnisme électoral est l'un des premiers symptômes du mal en question. Combattre cette tendance n'est pas chose facile et nombre d'États s'y essaient avec plus ou moins de succès depuis un certain temps.

Les expériences conduites en la matière tendent à prouver que, si l'on admet que le propre de l'homme social est de créer de la différence (Castoriadis), car cette différence est nécessaire à la vie du groupe dont elle constitue le ciment, cette dernière offre en fin de compte le meilleur facteur rassembleur entre les éléments du groupe concerné. Dans ces conditions, comme l'écrit Selim Abou : « ... le retour à l'ethnicité, loin d'être une régression de type pathologique, se pose comme un repli stratégique permettant aux individus de retrouver dans la communauté ethnique la reconnaissance que la société

nationale étatique, telle qu'elle conçoit ses tâches dans cette seconde moitié du xx^e siècle, ne peut plus leur fournir ». La culture et l'histoire locales, produits d'un habitus séculaire né de l'articulation entre un groupe humain et un territoire, structurent précisément cette nécessaire différence. Le patrimoine au sens large est dans ces conditions, pour un groupe, un moyen privilégié de s'auto-identifier et de se faire reconnaître par les membres des autres groupes.

Comme l'écrivait en 1996 un responsable politique breton, « une identité assumée donne une image positive de soi ; cette image positive apporte à la fois le dynamisme et la force de tolérer l'étranger. Les « petits blancs », les frustrés, ne sont pas en effet les premières victimes des thèses xénophobes et racistes, et cela sous toutes les latitudes ». L'exemple de la négritude chantée par Aimé Césaire et Léopold Sédar Senghor, qui a contribué à rendre leur dignité aux noirs d'Afrique et des Antilles, présente une bonne illustration de ce phénomène d'auto-identification positive (en l'occurrence par un renversement des stigmates).

Cette identité collective, même si elle doit parfois être rendue clairement perceptible par l'utilisation d'un certain nombre d'éléments symboliques forts (drapeau, langue...), constitue pour un groupe un facteur de cohésion mais aussi un puissant élément d'intégration sociale. Dans le cas de pays comportant des minorités, si le groupe d'accueil n'a pas conscience de sa propre personnalité collective et s'il n'a pas confiance en celle-ci, ses capacités d'accueillir l'autre seront très limitées, pour ne pas dire inexistantes.

Par ailleurs, la pleine reconnaissance de l'importance sociale des groupes minoritaires et singulièrement des « nouvelles minorités », pour être de nos jours manifestement liée à un esprit du temps, n'en demeure pas moins importante et opportune. La prise en compte de l'identité collective des groupes ethniques ou nationaux, voire la valorisation volontaire d'un certain enracinement, en effet, loin de n'être que le réflexe « tribal », héritage des âges obscurs, que se plaisent à décrire certains, apparaît souvent de nos jours comme un antidote « moral » aux dérives de plus en plus incontrôlables, tant du fanatisme « identitaire » que de l'ensauvagement urbain.

Par-delà cette constatation assez banale, il en est une autre qui est souvent moins perçue. La quête d'homogénéité qui est aujourd'hui le but plus ou moins avoué de tant d'États a comme corollaire inévitable la recherche de « pureté », aboutissant, en situations de crise grave, à des tentations de nettoyage ethnique, certains groupes apparaissant toujours plus indésirables que d'autres. Dans une conjoncture de remontée des identités fermées et agressives (notamment au niveau des



États ou des partis extrémistes « stato-nationaux comme actuellement au Kosovo), les expressions culturelles des groupes traditionnellement non discriminés peuvent servir de « bouclier » à celles, plus vulnérables de populations moins bien intégrées.

En d'autres termes, si Bretons, Frisons et Valdôtains ne sont pas fiers de leurs cultures et de leurs héritages, Roms, immigrés et Juifs de l'ensemble de l'Europe risquent à nouveau de se retrouver un jour, comme cela s'est hélas souvent vu dans le passé, seuls face à la stigmatisation assassine de groupes irresponsables. Si au contraire les diverses différences se sont simultanément imposées à l'attention du plus grand nombre, la stigmatisation de l'une ou l'autre d'entre elles s'avèrera plus difficile. D'autre part, une solidarité défensive entre individus « conscientisés » ne manquera pas de remplacer l'indifférence individualiste et consumériste qui prévaut à l'heure actuelle.

Enfin, il apparaît impératif de ne pas laisser aux partis type Front National le monopole de l'idée d'identité culturelle dont ils font aujourd'hui un usage, certes abusif, mais malheureusement efficace.

2 - Cultures différenciées et adaptabilité sociale

Le maintien de la biodiversité est aujourd'hui unanimement reconnue comme l'une des conditions essentielles à la survie de notre monde. Afin de pouvoir faire face aux défis du futur, on sait maintenant que la « boîte à outils » de la nature doit être maintenue aussi vaste et fournie que possible. L'appauvrissement naturel auquel conduisent les sélections, de plus en plus fréquentes, pourrait, à cet égard, se révéler suicidaire. Par-delà l'inévitable spécialisation du monde contemporain, chacun sait dorénavant qu'il est utile de maintenir simultanément en vie les espèces traditionnellement présentes dans un biotope donné. Après avoir longtemps été considérés comme des rêveurs, les écologistes sont de plus en plus reconnus comme des précurseurs.

Or, ce qui est aujourd'hui tenu pour une évidence en matière de semences naturelles ou d'insectes (chacun d'entre eux a son rôle dans la chaîne écologique) est encore souvent méconnu en matière humaine. Pourtant la diversité culturelle est, comme l'a notamment montré Pierre Bourdieu, aussi nécessaire que la diversité biologique et la mise en place d'une sorte d'écologie culturelle paraît s'imposer. Nous vivons aujourd'hui dans un monde en évolution si rapide que l'aptitude à changer et, partant, à innover est devenue synonyme de capacité de survie. Or, la possibilité, de se détacher des routines et des itinéraires balisés pour penser librement et donc souvent différemment, est grandement facilitée si des cultures distinctes, des sensibilités diverses, cohabitent en un même lieu permettant aux opérateurs sociaux de poser sur les problèmes des regards obliques, dépourvus de conformisme et spontanément questionneurs.

Les inventeurs ou créateurs en tout genre sont surtout, c'est bien connu, des gens quelque peu marginaux par rapport à

l'environnement dominant. La Prague des années 1900 qui fut un incomparable foyer de créations culturelles le dut pour une large part, comme le notait S. Freud, à la magie des côtoiements culturels de la *Cacanie*. Dans le même ordre d'idée, les prix Nobel américains – en majorité de provenance extra-américaine récente – sont ainsi surtout originaires de régions frontalières ou de communautés minoritaires (notamment des Juifs d'Europe médiane).

Sur une échelle plus modeste, dans les vallées occitanophones du Piémont occidental, dans une région particulièrement multiethnique, des élus locaux ont constaté que « l'identité occitane a constitué une aide au développement social » en contribuant à structurer les vallées et en leur donnant une certaine fierté identitaire. Certains parlent à cet égard de la valeur *performative* de l'identité ethnique.

Il est dans ces conditions indispensable de préserver la diversité linguistique (la diversité culturelle s'exprime de nos jours surtout par le biais des langues). À chaque langue correspond en effet une vision du monde originale : autant de manières de parler, autant d'aptitudes différentes à appréhender le réel et à l'interpréter. Comme le dit bien l'adage populaire : on est autant de fois homme que l'on connaît de langues. Cette multiplicité de perceptions du réel au sein d'une même société est à l'origine d'une pluralité de regards (pluriocculisme) sur les problèmes du monde, elle-même, on l'a vu, source d'irremplaçables inventivité et flexibilité sociale.

3 - Stigmatisation ou solidarité républicaine

Depuis quelques années, les difficultés économiques, les problèmes liés au traitement de la question de l'immigration, ont, c'est hélas une évidence, créé chez une large partie de nos compatriotes un climat favorable au racisme et à l'exclusion. La remontée simultanée de doctrines ethno-différencialistes, intégristes, négationnistes, etc., véhiculées (et manipulées) avec un bonheur croissant par des officines spécialisées, ont en outre largement contribué à réhabiliter et à légitimer ces tendances. On peut aujourd'hui en France à nouveau se déclarer tranquillement raciste à condition de présenter son racisme sous un emballage convenable.

Malheureusement, force est de constater que, face à cette montée des périls, les traditionnels moyens d'action politique se sont, jusqu'à ce jour, révélés impuissants. Comme l'a bien montré P-A Taguieff (*La force du préjugé*), l'antiracisme traditionnel a non seulement échoué, il a, dans une certaine mesure, nourri le racisme en méconnaissant le fait que celui-ci avait changé. Au point où nous en sommes, il est permis de penser que seule une réaction populaire de la base (un mouvement semble heureusement amorcé en ce sens) pourrait encore enrayer le processus. Le respect par la majorité des droits des groupes minoritaires a toujours été la pierre de touche et le test du caractère démocratique d'une société, il n'est pas déraisonnable de considérer que la préservation des identités sera peut-être un jour conduite à jouer le rôle de catalyseur de la défense des droits humains. ■



L'avenir de la mémoire juive à Sarajevo

Carol Mann

Vrace

Au-dessus de Sarajevo, sur une des sept collines qui entourent la ville, se dresse le mémorial de Vrace, qui, depuis Tito, commémore les victimes des nazis à Sarajevo. Ce monument complexe s'étale sur une esplanade et déborde sur les jardins qui enserrant une ancienne forteresse autrichienne. Aujourd'hui, c'est la désolation. Une autre guerre est passée par là, infligeant des blessures vives à ce mémorial, le rejetant hors de la réflexion rétrospective dans la violence du temps présent. C'est que le lieu a servi de base pour les Serbes ; encadrés par des tanks, leurs snipers s'acharnaient sur la ville qui s'étale au pied de la colline comme un tapis oriental. On vient d'évacuer les dernières armes, mais leur ombre portée continue à flétrir les buissons autrefois fleuris, les pelouses hirsutes et les bancs ébréchés. Une partie des murs s'écroule paisiblement dans l'indifférence qui caractérise le souvenir des morts anciens, comme si cette dernière guerre se devait d'annihiler jusqu'à la mémoire d'une histoire antérieure aux haines échafaudées sur un nationalisme dément.

Jadis, Vrace était un lieu de recueillement familial dominical, et d'excursions scolaires en semaine, on devait y vendre des glaces et des cartes postales. Moi, je ne l'ai découvert que récemment, à une guerre d'intervalle. Un ami voulait me le faire visiter (en mai 2000) car le site avait été récemment déminé ; n'empêche qu'on y marche avec précaution, veillant bien où se pose le pied, en se retenant de repousser du bout de ses baskets les canettes de Coca vides qui jonchent le sol. Vrace est presque redevenu un site touristique. Quand j'y étais, on y promenait un car de soldats allemands de l'IFOR, les mêmes qui traînent dans la vieille ville et qui font frémir les sarajéviens âgés, mal à l'aise tout de même de voir les petits-fils de la Wehrmacht arpenter leur ville en uniforme.

J'essayais d'imaginer les familles qui Jadis, le dimanche par beau temps, lisaient un à un les noms gravés sur les murets, puis se recueillaient autour de la stèle consacrée aux héros et du monument à Tito. S'arrêtaient-ils là, sur les bancs, pour



Photo C. Mann

Le mémorial de Vrace, à Sarajevo

déballer le pique-nique dans les paniers en osier ou bien remontaient-ils vers le cœur du monument ? C'est ici, dans une cour de l'ancienne forteresse, qu'est commémoré le meurtre des Juifs de la ville en 1941. Des lettres composant chaque nom avaient été taillées en marbre puis comme épinglées sur les murs, telles une litanie sans fin de David, de Perla, d'Allegra, avec l'âge où la mort les a ravis. Des familles entières : les mêmes noms reviennent, ligne après ligne ; ce sont des tribus qui ont été décimées, du patriarcat au nouveau-né. Toute l'histoire des Juifs de Sarajevo, espagnols de la Renaissance parlant ladino, puis ashkénazes arrivés au XIX^e siècle d'Allemagne, de Pologne ou de Hongrie¹, célébrant librement leur culte dans des synagogues à l'ombre des minarets et des coupoles des cathédrales. La hargne des Nazis, secondée par le zèle des Oustachis et de leurs alliés, mit fin en 1941 à ce qui, somme toute, avait ressemblé à une idylle pendant un demi-millénaire. Sur quatorze mille Juifs, douze mille assassinés, dont près de deux mille enfants.²

Avant la Seconde Guerre mondiale, les Juifs avaient été sommés de choisir leur appartenance communautaire locale : croate ou serbe (tout comme les musulmans, puisque l'option

¹ Stanford J. Shaw : *The Jews of the Ottoman Empire and the Turkish Empire*, Macmillan, London 1991, p.53 et suivantes. Signalons qu'un autre ouvrage de cet auteur est évoqué dans ce numéro, p. 31.

² Noel Malcolm : *Bosnia, a short history*, Macmillan, London 1994, p. 177.



bosniaque n'existait pas – elle, qui aurait considérablement simplifié l'Histoire). Médecins, pharmaciens, commerçants et artisans (dans le domaine textile en particulier), ils avaient été intégrés à tous les niveaux de la société, surtout en vertu du « komsiluk », tradition d'entraide entre communautés voisines. Mais les Nazis réduisirent leur identité au fait juif, à l'exclusion de tout autre, tout comme les Serbes en Bosnie à partir de 1992 devaient éliminer toute composante identitaire autre que musulmane chez leurs voisins³. Ainsi, la communauté juive diasporique, même si elle avait vécu intégrée dans l'aire ottomane puis yougoslave, fut déracinée dans la mort. La spécificité de son destin est répercutée dans le monument de Vrace, puisque la commémoration des Juifs est séparée des autres...

Aujourd'hui, la plupart des lettres de marbre du monument juif gisent à terre, emmêlées, fracassées. Entre les canettes, le gravier et les mégots, une poussière de marbre, des fragments de vies à nouveau meurtries. On a du mal à retracer les noms et les trajectoires. Malgré moi je recompose, avec un soin d'archéologue, les généalogies et la pléthore des Alta, de la tribu des Altarac vraisemblablement (de Flora, 68 ans, à Juda, 5 ans). Comme s'il incombait à chaque visiteur de donner un sens aux fragments, afin de rendre hommage aux victimes que les guerres superposées ont doublement anéanties. La mémoire juive de la Shoah est-elle condamnée à commencer par la reconstitution quasi rituelle à partir d'indices minuscules, des éclats de marbre, des cendres ou des photos de tombereaux de cadavres, où l'on se surprend à scruter les visages, comme pour chercher les siens ?

Le cimetière juif

L'ancien cimetière juif dans le quartier de Grbavica fut également occupé par les Serbes. La communauté juive s'appropriait à le faire classer monument historique par l'UNESCO juste avant la guerre, en raison de la présence de tombes anciennes, érigées par les descendants des premiers immigrés d'Espagne, à partir du XVII^e siècle. (L'Empire Ottoman avait accueilli les Juifs fuyant l'Inquisition, en particulier à Salonique, Skopje et Sarajevo, encore qu'une présence juive ait été constante depuis Byzance). La Bosnie fut une terre de compromis et de survie jusqu'à une époque récente. La tombe d'Emil Kon (1902-1963), paix à son âme,

³ A cela s'ajoute la complexité du système national établi par Tito au début des années soixante-dix, où l'on inventa l'option 'Musulmane' en tant que nationalité, invention que nombre de personnes (bien que d'origine musulmane) en Bosnie refusèrent au nom de la laïcité propre au système communiste.

ne porte pas une étoile de David, comme les pierres voisines, mais une étoile à cinq branches – les temps étaient marxistes.

Juste au-dessus des tombes, placées à la verticale (sans doute à cause de la pente de la colline), étaient embusqués les snipers les plus meurtriers. Paradoxe : la mort frappait à partir d'un cimetière. Ici, ils se sentaient doublement sécurisés par l'emplacement élevé du cimetière et parce qu'ils pouvaient se cacher derrière les pierres tombales. Qui portent la marque des balles et des éclats d'obus ; les stèles et les monuments



Vue du cimetière juif de Sarajevo

sont brisés comme si un géant avait soulevé cet enclos pour le secouer, avant de le rejeter sur une terre ingrate. En évacuant la zone, les Serbes, selon leur pratique, ont parsemé le cimetière de mines. Aujourd'hui, ce terrain est théoriquement déminé, mais personne n'ose trop se hasarder pour évaluer l'état de conservation des tombes les plus anciennes. La mort guette encore à Sarajevo.

Et demain ?

Les guerres se chevauchant, d'un coup on ne sait plus ce que les monuments commémorent. La destruction perpétrée par la dernière est comme un rajout aux originaux, comme si les ruines en faisaient désormais partie. Des monuments vivants à la guerre, à toute guerre en somme. A l'anéantissement de la vie, mais aussi de la mémoire – surtout à Vrace.

Inutile de préciser qu'à Sarajevo aujourd'hui presque personne ne s'en soucie. Les deux sites ont été déminés, et la restauration de la chapelle du cimetière a commencé, mais tous les projets sont en attente d'un financement extérieur, qui n'arrive qu'au compte-gouttes. J'ai tenté de faire des recherches sur Vrace, mais ce sont les ravages de la dernière guerre qui piment.



Tant dans les documents que dans les souvenirs personnels. Les morts des dernières dix années ont enseveli les précédents. En ce moment, on discute du monument à ériger pour commémorer la dernière guerre. On a demandé à des artistes serbes, croates et bosniaques des propositions, politiquement correctes (cela va sans dire, puisque c'est la communauté internationale qui doit payer, comme pour tout le reste) : même si les artistes sont choisis en fonction de leur communauté, les sages exigent une œuvre globale, qui ne blesse personne (!) Disons en passant qu'aucun Juif de la région n'a été sollicité. Le choix pencherait vers un obélisque de 60 m, où seraient inscrits tous les noms des victimes civiles et/ou militaires (à discuter). Sans doute faudra-t-il encore quelques années à la communauté internationale pour déterminer dans quel sens commencer, ceux du haut étant fatalement condamnés à l'unique méditation des pigeons, ceux du bas pouvant se considérer déshonorés par leur distance au ciel. Suivra une réflexion approfondie de ces mêmes instances sur la question : quelle facette attribuer à quelle communauté (*quid* des Juifs ?). Si on place les Serbes à l'Est, par exemple, devrait-on y voir un rapport avec Belgrade ? Idem pour les Bosniaques, l'Est ne signifierait-il pas un rapprochement trop étroit avec l'Orient ? Sans doute faudra-t-il des années pour se mettre d'accord, et quelque horreur provisoire sera érigée pour l'éternité. Paradoxalement, ce sont les puissances extérieures, par entente entre la Maison Blanche, le 10 Downing street et l'Élysée, qui décident de la forme officielle de la paix, sans consulter les principaux intéressés à Sarajevo. À Vrace, le problème de la commémoration des noms avait été en son temps résolu par l'adoption d'un ordre alphabétique égalitaire, sur des murets de taille égale faisant le tour de l'esplanade. Mais aujourd'hui, en cette époque nationaliste, qui supporterait de voir un

Borislav à côté d'un Muhammad ou d'un Dino⁴ ? Bien entendu, il n'y a pas le moindre Deutsch Mark de prévu pour une quelconque restauration de Vrace ou de tout autre monument de ce type, et la communauté juive (du moins européenne) ne s'en soucie pas, pas plus qu'elle ne s'était émue outre mesure du sort des Juifs pendant cette guerre (en dehors du Joint Distribution Committee et de ses analogues comme le CRIF, ainsi que de quelques efforts individuels et dispersés). Les mémoriaux sont plus fragiles que la mémoire elle-même, il leur faut évoluer, prendre un sens nouveau au fil du temps. Celui de Vrace s'inscrit dans les pertes d'une autre guerre, et sa composante juive est à présent évacuée, à moins d'un miracle, d'un sursaut de mémoire de ceux qui refusent l'amnésie.

Un des sculpteurs les plus célèbres, Fikret Libovac, a reçu une commande du canton de Sarajevo pour une sculpture commémorative devant honorer les victimes civiles. Il est en train de travailler sur un projet (qui attend encore son financement) d'arbre en bronze avec des nids pour, comme il dit, symboliser la vie éternelle. Commémorer la mémoire des morts par une promesse de vie. L'auteur de ces lignes lui a proposé de se rendre à Vrace – où il n'avait pas mis les pieds depuis des années – et de recueillir ces lettres orphelines afin des incorporer dans son monument, à l'intérieur des nids. L'idée l'a touché d'autant plus que, pendant la guerre, il allait de lui-même poser des plaques qu'il gravait sur les lieux où étaient tombés ses amis. L'avenir d'une partie capitale de la mémoire juive de Sarajevo est dans les mains d'un grand artiste musulman. Heureusement. ■

⁴ Prénoms connotés serbe, bosniaco-musulman et croate.

La Turquie et la Shoah

Harry Carasso

La vigilance de Harry Carasso, dont nos lecteurs ont déjà apprécié plusieurs contributions, attire aujourd'hui notre attention sur un ouvrage paru il y a quelques années en Grande-Bretagne, et qui éclaire l'attitude de la Turquie au moment du génocide des Juifs en Europe :

Un volume de 400 pages intitulé *Turkey and the Holocaust*, est paru en 1993 chez MacMillan Press, à Londres. Ce livre traite des efforts, peu connus, déployés par la Turquie (qui resta neutre durant la Seconde Guerre mondiale) et ses représentants diplomatiques en Europe occupée pour soustraire les Juifs turcs aux mesures antisémites décrétées par le Reich et par les pays qu'il occupait ou dominait. L'ouvrage est dû à Stanford Shaw, un Juif lituanien émigré aux États-Unis, où il fut professeur à Harvard et à l'UCLA, avant d'être détaché à Ankara. Il trouva en Turquie une riche matière d'études, notamment sur l'histoire de ses Juifs.

Le livre que nous évoquons décrit d'abord, et c'est sa partie la plus originale, la défense par la Turquie de ses citoyens juifs piégés dans l'Europe occupée. Par ailleurs, il évoque le rôle de la Turquie (rôle imposé à ce pays par la géographie) de

plaque tournante sur les chemins du salut empruntés par les Juifs d'Europe du Sud-Est, notamment bulgares et roumains.

La majeure partie de l'ouvrage est consacrée aux Juifs citoyens turcs qui se trouvaient en France après la défaite de 1940 (environ dix mille, dont un tiers à Paris). On y trouve notamment les correspondances échangées entre les services consulaires turcs de Paris, Vichy, Grenoble et Marseille et les autorités françaises et allemandes d'occupation.

Avec une opiniâtreté surprenante, les représentants de la Turquie, alors neutre, défendirent et parvinrent à libérer un grand nombre de Juifs d'origine ottomane, promis aux camps de regroupement et d'extermination. Lorsque les fonctionnaires vichyssois argumentaient que ces Juifs-là devaient se conformer à la législation du pays où ils vivaient, les diplomates turcs



rétorquaient que, la Turquie ne faisant pas de discrimination entre ses citoyens, il devait en être de même pour ceux vivant à l'étranger, qui devaient tous être protégés de la même manière par leur passeport, allant jusqu'à brandir la menace de mesures de rétorsion contre les sujets français se trouvant en Turquie...

On reste étonné en lisant ces lettres, où les signataires parvenaient à correspondre avec les Juifs déjà internés à Drancy et à obtenir dans de nombreux cas leur libération et la levée des scellés apposés sur leur domicile. Lorsque les autorités françaises posèrent comme condition le rapatriement immédiat de ces étrangers dans leur pays d'origine, les services consulaires turcs organisèrent des trains entiers de Juifs turcs, qui purent regagner la Turquie à travers l'Europe occupée en obtenant des visas de transit auprès des autorités des pays traversés (Allemagne, Autriche, Hongrie, Croatie et Bulgarie). Sept convois ferroviaires furent formés depuis Paris, entre février et mai 1944, avec 429 passagers, dont 414 Juifs. Malheureusement, 1 282 Juifs turcs ne purent échapper à la déportation de Drancy vers Auschwitz. Par ailleurs, neuf cents Juifs turcs vivant en zone non occupée ont pu se sauver par l'Espagne, l'Italie ou l'Afrique.

Les efforts des autorités turques dans l'ensemble de l'Europe nazie sauvèrent la vie à près de trois mille Juifs détenteurs de passeports turcs. Par ailleurs, quelque seize mille cinq cents réfugiés (nombre officiel, auquel il faudrait ajouter un nombre de clandestins estimé

à quelque soixante-quinze mille) transitèrent par la Turquie, tentant de fuir l'Europe occupée.

Car la seconde partie du livre relate la douloureuse histoire des Juifs d'Europe Centrale qui tentaient de rejoindre la Palestine par la mer, via les ports roumains ou bulgares et le Bosphore. Ceux-là durent faire face aux pressions conjointes des représentants en Turquie de l'Allemagne et aussi de l'Angleterre. Cette dernière, ne voulant pas indisposer les Arabes ni compromettre son effort de guerre au Proche-Orient, fit de son mieux pour stopper les embarcations de fortune qui tentaient de traverser les Détroits avec des centaines de Juifs à leur bord. Ainsi obtint-elle des autorités turques le renvoi en mer Noire du « Struma », un petit navire parti de Roumanie avec 769 émigrants juifs à son bord. Peu après, ce bateau fut coulé au large par un sous-marin soviétique dont le commandant l'avait trouvé suspect. Tous les passagers ont péri.

L'actualité nous ramène aujourd'hui vers le cas emblématique de ce bateau. Un comité composé de parents des victimes du « Struma » obtint qu'une cérémonie commémore le sort des victimes, fin août de cette année, à Istanbul. Par ailleurs, un groupe de plongeurs sous-marins doit tenter prochainement de photographier l'épave et d'en récupérer des objets, qui pourraient, en cas de réussite, être exposés dans les centres commémoratifs de la Shoah à Jérusalem, à Washington – et aussi à Istanbul. ■

Séfarad dans ses timbres

Aimé Skoutelski

Un philatéliste branché sur Internet navigue tant pour le besoin de ses collections que par curiosité. C'est ainsi que j'ai abouti sur la rubrique philatélique du site de www.judaicasales.com/ recensant par pays les timbres ayant trait au judaïsme au sens le plus large, autour et alentour. Ayant déjà remarqué qu'en 1967 l'Espagne avait émis un timbre représentant Maïmonide dans une série relative aux célébrités nationales (voir la chronique philatélique du N° 7 de « Diasporiques »), moi, l'askhénase, j'ai voulu savoir s'il s'agissait d'un exemple isolé. En regardant la liste des timbres espagnols sélectionnés (et proposés à la vente) ma surprise a été de trouver parmi les premiers cités celui émis en 1936, de son vivant, à l'effigie d'Alejandro LERROUX 1864-1949), plusieurs fois premier ministre sous la seconde République, de 1933 à 1935, républicain de centre droit (c'est lui qui réprima la révolte des Asturies). Motif ? il avait proposé l'abrogation du décret d'Isabelle II sur l'expulsion des Juifs d'Espagne. Dans la même liste, on relève Miguel Primo de Rivera (C'était le père du fondateur de la Phalange) : chef d'un gouvernement autoritaire et conservateur de 1923 à 1930, il avait

décidé d'attribuer la nationalité espagnole aux descendants des expulsés de 1492 qui reviendraient en Espagne. Puis, émis en 1965, un timbre représentait la synagogue de Tolède.

Mon premier réflexe a été de me dire que, contrairement à la Pologne, l'Espagne regrettait ses Juifs, ses Séfarades étroitement intégrés à son Histoire. Ce sentiment se confirme au vu de la suite d'émissions ultérieures, en 1992 et 1998, consacrées aux « Caminos de Sefarad ». Chaque timbre, représente soit une synagogue soit une juderia sur les 3/4 de la surface, le dernier quart est réservé à un symbole, étoile à six branches ou chandelier traditionnel, imprimé au-dessus du mot ESPAÑA. Cette disposition, comme pour les blasons, n'est pas gratuite, le rapprochement est volontaire. Enfin, un timbre reproduit le portrait de Benjamin Tudela, il s'agit de Rabbi Benjamin de Tudela, grand voyageur devant l'Éternel au XII^e siècle, à qui nous devons un livre classique, un compte-rendu de ses voyages chez les Juifs d'Europe et d'Asie jusqu'en Chine. Aujourd'hui, malgré les tourments de l'histoire, les Séfarades ont leur place en Espagne. C'est du moins ce que les timbres ont voulu dire... ■





Un camp de Juifs oublié

S. & F. Lévy-Kuczynski

Le numéro 11 de Diasopriques (septembre 1999) avait annoncé la publication d'un livre sur un camp de travailleurs étrangers (665^e GTE), à Soudeilles (Corrèze), établi durant la Seconde Guerre mondiale, et en promettait un compte rendu. La rédaction a retardé ce dernier dans l'attente de deux événements relatifs à ce camp qui viennent de se produire.

Soudeilles (Corrèze), 275 hab. : un petit village situé au croisement de la D. 119 et de la D. 165, à 6 km d'Egletons. Paul Estrade, historien de son métier, avait depuis longtemps l'idée d'écrire l'histoire du village de ses ancêtres. En 1984 il entendit vaguement parler de Juifs qui avaient séjourné dans un baraquement détruit par l'occupant en 1944 et dont les ruines étaient depuis ensevelies sous les broussailles. Il n'en sut pas davantage. En 1996, le nouveau Maire de Soudeilles décida de faire dégager les ruines du camp, situées à 50 mètres de la gare, afin que ces vestiges ne tombent pas dans un oubli irréversible. En 1997, avec le procès Papon, les Archives publiques relatives à la période de la Guerre peuvent enfin être consultées et notre historien y découvre alors les traces de ce camp oublié par ses collègues et la plupart des Soudeillois eux-mêmes. À ce moment-là, le projet de Paul se transforme : aidé par sa femme Mouny, juive polonaise émigrée à Paris au début des années 30, il décide de faire connaître cet épisode tragique. En effet, si les conditions de détention n'étaient pas vraiment carcérales, un tiers des quelque 550 Juifs qui y séjournèrent furent déportés vers Auschwitz. La recherche fructueuse de quelques survivants ou de leurs enfants et une enquête auprès des habitants permirent de recueillir des témoignages et des souvenirs venant compléter avec beaucoup d'humanité un exposé à caractère historique constituant un livre publié en 1999 : *Un camp de Juifs oublié, Soudeilles (1941 - 1942)*.

Dans l'épilogue de l'ouvrage, les auteurs avaient exprimé le souhait, partagé par les témoins qu'ils avaient rencontrés,

On lit sur la stèle :

*En ce lieu
s'élevait un baraquement,
par où passèrent en 1941-1942
victimes de la xénophobie et du racisme
du gouvernement de Vichy,
plus de 500 travailleurs étrangers juifs.
Plus de 150 d'entre eux périrent
dans les camps d'extermination nazis.*

*En leur mémoire,
leurs familles, la population
et la municipalité de Soudeilles
ont érigé cette stèle
le 13 août 2000*

qu'une plaque commémorative soit érigée à l'emplacement de ce camp maintenant défriché. Le 13 août dernier, les habitants de Soudeilles (certains se souviennent et d'autres découvrent ce jour-là l'existence du camp), le Maire et son épouse, Paul et Mouny Estrade, six ou sept enfants d'internés, dont certains venus de très loin pour la circonstance, le Capitaine adjoint du GTE, M. Bassan (lui-même d'origine juive), qui a bien connu les internés et avait démissionné pour passer à la Résistance au moment où il s'était agi de livrer des listes aux autorités vichyssoises, des représentants d'Anciens Combattants de 39-45 et de la guerre d'Algérie, des représentants des Fils et Filles de Déportés, une déléguée du Mémorial de Yad VaChem se sont réunis pour dévoiler la stèle érigée à l'emplacement du camp. Une souscription publique avait permis la réalisation de ce monument.

Au même moment, une deuxième édition de l'ouvrage vient de paraître, revue et augmentée, notamment par des cahiers de photographies illustrant des épisodes marquants de la vie du camp, en particulier dans le domaine artistique (dessins d'artistes internés, programmes de soirées, etc.).

Espérons que l'ensemble de ce travail de mémoire (des traces remises au jour, un livre, une stèle) sauront susciter des actions similaires pour sortir des ronces d'autres camps de GTE dont les survivants sont maintenant peu nombreux et âgés. ■

'Un camp de Juifs oublié, Soudeilles (1941 - 1942). Mouny Estrade-Szwarckopf, Paul Estrade. Editions Les Monédières, Le Loubanel, 19260 Treignac (05.55.98.02.54). Deuxième édition, revue et augmentée, 120 F.



Photo F. Lévy



Dans chacun de ses numéros, « Diasporiques » donne la parole à une association juive laïque pour lui permettre de mieux se faire connaître.

Rencontre Progressiste Juive (RPJ)¹

Vers la fin des années 80, nombreux étaient dans notre pays les Juifs laïques et progressistes à s'émouvoir du fait que leur voix parvenait difficilement à se faire entendre au sein de la communauté juive.

Il a donc paru nécessaire à certains d'entre nous de renforcer cette composante du judaïsme et sa contribution propre à l'affirmation de valeurs communes de paix, de progrès social, de rejet de toutes les formes de racisme ou de xénophobie. Respectueux d'un devoir de mémoire vis-à-vis de la Shoah, nous voulions aussi que cette mémoire soit un ferment pour le présent et l'avenir. Nous entendions dénoncer l'intolérance d'où qu'elle vienne, avec un regard particulier sur celle qui se développait au sein même du milieu juif français.

Par ailleurs, un espoir de paix était alors en train de naître au Proche-Orient. Nous souhaitions, dans la mesure de nos moyens, contribuer à son essor et faire avancer l'idée, encore peu admise à l'époque en France, qu'une paix juste et durable dans cette région du monde ne pouvait s'établir que sur la base d'une réelle réciprocité, donc de l'existence de deux Etats se développant l'un et l'autre dans des frontières « sûres et reconnues ».

Dès sa constitution, RPJ s'est attachée, sous la présidence du Dr Francis Grimberg², à traduire en actions ses objectifs. Merci au Cercle Gaston-Crémieux de nous ouvrir aujourd'hui les colonnes de *Diasporiques* pour nous permettre d'en dire quelques mots.

La vigilance antiraciste

Dès le premier numéro de notre lettre d'information, nous posions la question du châtiement des assassins français au service du nazisme. Au « Touvier doit payer » de 89, vont succéder des appels répétés pour la mise en jugement des valets français de la Gestapo.

Nous avons organisé de nombreuses réunions sur les thèmes du racisme, de la xénophobie et de l'extrême-droite, en y

invitant des intervenants européens, et participé activement aux grandes manifestations antiracistes – celle de février 93 ou celle de novembre 97 – qui associaient Papon et Le Pen.

Plus récemment, nous avons contribué à alerter l'opinion quant au risque de dissémination de la situation autrichienne, sans oublier, en l'occurrence, sa possible variante française.

Le soutien à la paix au Proche-Orient

Notre attachement à la cause de la paix implique pour nous une participation active aux actions de toutes les organisations, qui en France et en Israël – telles que *Shalom Archav* – défendent la poursuite efficace du processus de paix et luttent pour son succès.

Ainsi, dès novembre 93, réunissions-nous dans cet esprit, au Sénat, la présidente de l'Union des femmes de Gaza, Meriem Zakout, l'éminent journaliste israélien Amnon Kapeliouk et des représentants du Mapam et de l'OLP. Un peu plus tard, nous participions aux efforts des amis de la paix en France en faisant signer massivement l'Appel international du Comité pour la sauvegarde des accords d'Oslo.

Par ailleurs, un souci nous anime en permanence : celui de populariser auprès de la diaspora juive, en France, des aspects à notre avis insuffisamment connus de la vie culturelle israélienne. Ainsi ont été projetés à notre initiative et avec un réel retentissement des films issus de cette école du cinéma israélien où l'on ne retrouve guère d'extrémistes de droite : « Izkor », « Femmes courage » ou encore « 119 Bullet » – où Y. Lebanon montre comment la pesanteur des tabous religieux, alliée à une vision sectaire et raciste, a pu mener à l'assassinat de Rabin.

C'est enfin avec intérêt que nous accueillons le projet du Comité de liaison des associations laïques juives d'organiser prochainement des « Journées portes ouvertes », pour mieux faire connaître ces associations et développer leur audience. Cette heureuse initiative devrait

notamment contribuer à une réflexion commune sur le développement préoccupant de pratiques sectaires au sein d'un certain judaïsme religieux.

L'exposition « Le temps des ghettos, une mémoire vivante contre l'oubli »

Répondre à un devoir de mémoire si profondément partagé par la plupart d'entre nous, être actif dans le combat contre la banalisation des « idées » racistes, xénophobes ou révisionnistes, telle fut l'inspiration originelle de cette exposition.

En 93, lors du 50^e anniversaire de la révolte du Ghetto de Varsovie, il nous avait paru indispensable de tenter d'aller au-delà d'une commémoration de plus. Seul un combat actif contre le racisme et l'exclusion pouvait constituer un réel hommage à ceux qui s'étaient battus pour « sauver leur dignité d'hommes ». Nous avons voulu reconstruire en images visibles, sensibles, ce douloureux combat des héros de Varsovie, celui de leurs frères d'armes aussi, ces résistants juifs français et étrangers de la M.O.I.. Et nous avons voulu également rappeler que, de Papon à Le Pen, c'est la même idéologie et la même politique qu'il faut dénoncer et combattre. C'est ainsi qu'est née, le 8 mai 1995, cette belle exposition, ancrée dans l'actualité d'aujourd'hui, induisant chez ses visiteurs – dont de nombreux élèves – la perception de l'évidente pérennité d'un même péril, lié à une même idéologie, et celle de la nécessité d'un même combat, à mener sans relâche. Depuis lors, l'exposition a beaucoup circulé : Romainville, Le Blanc Mesnil, Drancy, Bobigny, Gennevilliers, Paris XI, Bagnolet, Vitry, Soulac... et d'autres étapes sont en préparation. ■

¹ R.P.J. 15 rue Henri Ribière - BP 1106 - 75019 Paris. courriel :

² Notre président a tout récemment demandé à être remplacé dans ses fonctions pour poursuivre activement ses travaux personnels, à mi-chemin entre médecine et philosophie.



1. Voulez-vous un autographe de Hitler ?

Il semble impossible d'éviter la banalisation de l'inacceptable, en particulier en matière de souvenirs, d'objets et de fétiches nazis. Tout le monde est au courant du bric-à-brac des groupuscules d'extrême droite, qui trouvent dans les macabres souvenirs de l'Allemagne hitlérienne un exutoire à leur besoin d'affirmer et d'exhiber une filiation scandaleuse. Internet, notamment, pullule de leurs sites. On connaît moins un commerce plus paisible, plus honorable d'apparence, mais aussi scandaleux quant au fond. Il s'agit des marchands d'autographes, qui ont depuis longtemps inclus, parmi les pièces cotées, des écrits des maîtres du

l'histoire ; mais leur place est dans des archives protégées plutôt qu'entre les mains privées.

2. Sommet mondial du yiddish et autres manifestations yiddish

Dans la perspective de la création d'un Centre européen des cultures yiddish, dont l'ouverture est prévue dans quelque quatre ans (sujet sur lequel le prochain numéro de « Diasporiques » reviendra plus systématiquement), Strasbourg organise le **premier Sommet mondial du yiddish**, qui se tiendra du 5 au 9 novembre 2000 dans cette ville à vocation européenne. Unesco et Israël sont associés à cette initiative, qui est placée sous les auspices à la fois du Conseil de l'Europe et du Ministère français de la Culture.

La manifestation, qui durera cinq jours, comprendra une partie scientifique, sous la forme d'un colloque international (« Quels futurs pour le yiddish ? »), et une abondante partie culturelle et artistique, en particulier plusieurs concerts, une exposition sur « Les traces juives en Ukraine et en Pologne », des représentations théâtrales et musicales, un film inédit, etc.

Avis aux non-alsaciens : cette manifestation en province, pour utiliser une expression mise au point par un certain guide touristique, « vaut le déplacement »... Les renseignements au : 03 88 43 61 74 , ou par Internet au polivier@cus-strasbourg.net.

Dans son prochain numéro, *Diasporiques* consacrera un dossier au renouveau d'intérêt que la culture yiddish suscite actuellement en France. En attestent en particulier à Paris les nombreuses manifestations de l'été dernier, tant au Musée juif de Paris qu'à la bibliothèque Medem. Nous traiterons en particulier du projet strasbourgeois mentionné plus haut, ainsi que des projets de la Maison de la culture yiddish de Paris, créée à l'occasion du déménagement prévu de la bibliothèque Medem et des organismes associés.

Vous pourrez profiter d'une des nombreuses manifestations organisées dans cet esprit et qui est programmée en ce moment : **les Yiddish Mamas et Papas**, venus de Strasbourg (oui, c'est de la musique et du chant), se produisent

à l'auditorium Saint-Germain 4, rue Félibien, Paris 6°, dans leur nouveau spectacle « Tumba », jusqu'au 4 novembre. Renseignements auprès de Francine Aouat, au 01 56 95 06 97.

Simultanément, la bibliothèque Medem organise une manifestation ponctuelle le samedi 14 octobre sous la forme d'une journée « Si le yiddish m'était conté » (dans ses locaux du 52, rue René-Boulanger, Paris 10°, métro République). D'abord, à 14h 30, un spectacle de contes yiddish tiré de plusieurs auteurs classiques sera interprété par Ben Zimet pour les enfants de plus de six ans (les parents sont invités). un goûter suivra (participation aux frais 15 F). On réserve obligatoirement au 01 42 02 17 08. Puis à 17h 30, pour les adultes, une réunion autour de l'œuvre de Alter Kacyzne, écrivain yiddish tué par les nazis, dont un recueil de récits vient de paraître chez Liana Levi. Des textes seront lus en original et en français par sa traductrice, Batia Baum, après un exposé sur l'auteur par Yitskhok Niborski.

3. Une maison de retraite juive

Il arrive que nos lecteurs aient à résoudre, pour eux-mêmes ou pour leurs proches, un problème difficile de maison de retraite ; celles qui sont dans Paris sont souvent complètes, ou financièrement inaccessibles. Il n'est alors pas superflu de signaler l'existence à Annet/Marne, à 25 km à l'Est de Paris, d'une maison de retraite juive, gérée par une association à but non-lucratif : « Self help » (49, rue Ampère, 75017 Paris). Logée dans un petit château entouré d'un grand parc, elle offre une possibilité de séjour confortable. Téléphonnez pour les renseignements au 01 60 26 02 76.

4. Marc Riboud

Le 18 octobre s'ouvre au Centre de la Résistance et de la Déportation de Lyon (14, av. Berthelot, 69007 Lyon) l'exposition du photographe Marc Riboud, un « grand » de l'agence *Magnum*. Un artiste dont les œuvres ont illustré tous les combats pour la liberté du dernier demi-siècle, et dont beaucoup de photos sont dans toutes les mémoires – souvent sans qu'on connaisse le nom de l'auteur. Une étape importante pour ceux qui passeront par la ville.



Une page du catalogue d'Axel Schmolt...

Troisième Reich. À titre d'exemple, on peut citer une vente aux enchères à Krefeld, le dimanche 25 septembre 1999, par Axel Schmolt, un honorable professionnel, d'un vaste lot d'autographes relatifs à l'histoire allemande. Et toute une section se rapporte à la période 1933-1945 ; avec des autographes de Goering (mise à prix : 600 DM), Goebbels (pour 500 DM), Himmler (3 000 DM, bigre !) et, bien sûr, Hitler lui-même (2 500 DM). Un très beau catalogue illustré avait permis aux amateurs de choisir les objets de leur convoitise.

Il ne s'agit pas de détruire de telles pièces qui, à l'évidence, font partie de



(Suite de la page 1) —————
 bien sûr trop tôt pour le dire. Mais on ne voit néanmoins guère pourquoi les Etats-Unis en viendraient ou reviendraient à une conception fondamentalement laïque de leur vie publique. Leur *ex-alter ego*, la Russie, ne vient-elle pas de canoniser – faute de mieux ! – son dernier tsar ? Faudra-t-il dès lors qu'un jour les Juifs américains laïques, pour échapper à la pression religieuse, se voient contraints de "monter" vers un Israël qui aurait redéfini son destin par rapport à d'autres valeurs que celles de son héritage théocratique ?

Les déclarations-choc de Barak leur ouvrent-elles une telle perspective ? La vie politique israélienne est dominée, on le sait, dans le cadre du système électoral en vigueur dans ce pays, par le pouvoir exorbitant des partis "charnières" entre la Gauche et la Droite, au premier rang desquels les partis religieux. Toute coalition gouvernementale doit tenir compte de cet état de fait, qu'un Ehoud Barak, moins que tout autre, n'ignore. Qu'est-ce qui a donc pu le pousser à prendre le risque de se couper définitivement du précieux soutien de ces encombrants alliés par son surprenant éloge de la laïcité ? On peut avancer au moins deux hypothèses.

La première serait d'ordre politique : Barak ferait mine de décider, au prix d'un renversement d'alliances, de déplacer le centre de gravité de son action vers la politique intérieure de son pays, tout en figeant les relations israélo-

palestiniennes à leur stade actuel pour une durée indéterminée. Il s'agirait en fait d'une simple manœuvre, destinée notamment à faire pression sur le Shass, le parti religieux ultra-orthodoxe qui a quitté la coalition gouvernementale, pour qu'il y revienne – faute de quoi il devrait s'appêter à livrer une rude bataille contre le projet de Loi fondamentale évoqué.

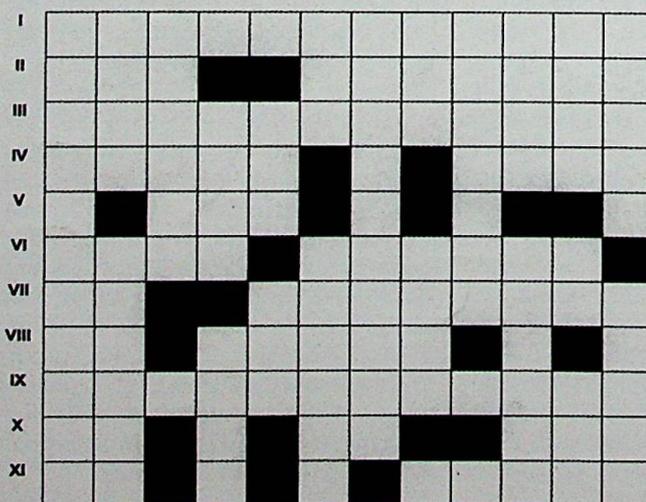
La seconde hypothèse, plus « optimiste », serait que le Premier Ministre ait compris que les fondements théocratiques de son pays interdisaient *par nature* toute possibilité d'évolution du statut de la Ville – donc toute possibilité d'accord formel de paix avec les Palestiniens – et que la *seule* façon de dépasser cette impossibilité serait de remettre ces fondements en question. Encore faudrait-il, pour crédibiliser cette thèse, que Yasser Arafat s'engage sans trop tarder sur un chemin parallèle... L'annonce de la création de l'État palestinien pourrait lui en offrir l'occasion rêvée : après tout, n'y avait-il pas, dans la Charte de l'OLP, les prémisses formelles d'une orientation « démocratique et laïque » ?

Disons-le avec lucidité, de telles évolutions ne manqueront pas, au mieux, de prendre beaucoup de temps ! Que donc les Juifs religieux se rassurent : malgré les touchants efforts d'un Liberman, Washington n'est pas près de concurrencer Jérusalem dans leurs rêves messianiques... ■

Sommaire

Editorial	1
Interview : Adi Steg	1
L'actualité	3
La paix au Moyen-Orient	
Le présent tsigane (H. Asséo)	
Le Débat	6
Réponse à M. Wiewiorka (T. Jonquet)	
Le révisionnisme Breton (Y. Plasseraud)	
Les Juifs d'Europe depuis 1945 (E. et R. Marienstras)	
Humeur (J. S. Nakhalnik)	9
La culture	10
Livres (R. Marienstras, F. Weil, D. Rousset)	
Sociologie : Il était une fois le Sentier (N. Vasseur)	14
Littérature	17
Le Juif de Stendhal (M. Décourt)	
Textes	19
Neve Shalom/Wahat as- Salam (D. Sée)	
En souvenir des Juifs d'Irak (A. Safar)	
Que m'ont transmis mes parents ? (H. Asséo)	
L'abbé Grégoire et les Juifs (F. Weil)	
Égalité n'est pas uniformité (M. Dodet)	
L'identité (Y. Plasseraud)	
La Mémoire	29
La mémoire juive à Sarajevo (Carol Mann)	
La Turquie et la Shoah (H. Carasso)	
Séfarad dans les timbres (A. Skoutelski)	
Un camp de Juifs oublié (S. & F. Lévy-Kuczynski)	
Tribune libre	34
Rencontre Progressiste Juive	
Brèves	35

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12



Mots croisés Ph. Lazar

Horizontalement

I: Poudrière de famille. **II**: A honorer à l'envers. De haute tenue.

III: Qualifie parfois les fondateurs du Cercle Gaston-Crémioux.

IV: Les Juifs peuvent-ils la revendiquer ? Met en ordre de façon désordonnée. **V**: Ouille ! **VI**: Touche à tout. Un cousin vraiment

très éloigné d'Adolphe. **VII**: En herbe. Pas peu fières.

VIII: Sommeille avec Jérimadeth. Presse le pis. **IX**: Fera comme les petits Juifs une nuit pas comme toutes les nuits. **X**: Bas de

gamme. En avant ! Art pop. **XI**: L'État d'Israël en réduction.

Bien charpentée.

Verticalement

1 : Cinq livres qui pèsent lourd dans l'histoire juive. **2** : Tropisme

vers l'or. Vraiment pas malin. **3** : Il faut du nez pour en avoir.

4 : Jumèle Meaux et Melun. Tyran canonisé. **5** : Dans la durée.

Précède la manière. **6** : En Hébron. Un bon moyen de faire périr

et de périr. **7** : Sa raréfaction désole Lustiger, pas nous. **8** : Brin de

lumière. A soi. **9** : En rajoute un peu trop. **10** : Édenté à l'exception

d'un tiers. Serpents de verre. **11** : Rejeter vivement. Personne plus

de tout potentielle. Nasser l'a voulue. **12** : Essaie systématiquement.

Période d'essai.